

UN CANTON EN MUTATION

Vous tenez entre vos mains le nouvel «avenir spécial». Sa relance a été l'occasion d'améliorer le format et le design de notre magazine thématique. Il paraîtra dès à présent deux fois par an et il est possible de s'y abonner gratuitement sur notre site Internet.

La première édition met l'accent sur le Tessin, un canton en pleine mutation. Le tunnel de base du Gothard contribue notamment à ce renouveau. Mais, le canton du Sud est aussi parvenu à renforcer sa place économique

et à réduire sa dépendance vis-à-vis de l'Italie. De plus, la diversité de son économie est beaucoup plus grande qu'il y a quelques années. Les exportations ont progressé et sont désormais acheminées dans le monde entier.

L'Università della Svizzera italiana définit de nouvelles orientations dans le paysage universitaire. Le nouvel attrait du Tessin se reflète également dans le nombre croissant de frontaliers. D'un point de vue politique, les «Frontalieri» restent toutefois

un défi majeur: à l'ouverture nécessaire à la prospérité s'opposent des mouvements de repli au sein du canton. Ces derniers doivent être surmontés de manière constructive. En tant que «bâisseur de ponts» et «interprète» du Tessin dans le reste de la Suisse, le conseiller fédéral Ignazio Cassis devrait donner de nouvelles impulsions. Et le tunnel vers le Sud ensoleillé jouera également son rôle sur le plan culturel – de part et d'autre du Gothard.

Editorial – Peter Grünenfelder	2
Une surprenante diversité – Patrik Schellenbauer	3
Frontalieri: une analyse objective – Marco Salvi	4 – 5
Interview d'Ignazio Cassis – Verena Parzer-Epp, Urs Steiner	6 – 8
Vent frais du Gothard – Daniel Müller-Jentsch	9
La place financière a besoin d'accéder au marché européen – Jakob Schaad	10 – 11
Vue d'ensemble – Lukas Rübli	12 – 13
Plus de jeunes pour la Floride helvétique – Jérôme Cosandey	14 – 15
Pourquoi les chiffres du PIB ne racontent que la moitié de l'histoire – Natanael Rother	16
Une histoire d'exportation mouvementée – Patrik Schellenbauer	17
Régionalisme alla Ticinese – Laura Calendo	18 – 19
La Suisse latine n'existe pas – Tibère Adler, Laura Sinner	20 – 21
«Brain Drain» et «Brain Gain» – Matthias Ammann, Jennifer Langenegger, Fabian Schnell	22
Saisir les opportunités – Peter Grünenfelder, Patrik Schellenbauer, Marco Salvi	23 – 24



Un canton à fort potentiel

Peter Grünenfelder

Le nouvel «avenir spécial» consacre sa première édition au canton du Tessin, ce «célèbre inconnu». Grâce au tunnel de base du Gothard, Lugano, le centre économique suisse du sud des Alpes, se trouve à moins de deux heures de route de Zurich, la métropole économique suisse du nord des Alpes. Pourtant, les Suisses alémaniques et les Romands connaissent mal leurs concitoyens italophones.

L'élection d'Ignazio Cassis au Conseil fédéral en septembre 2017 a remis l'économie, la politique et la culture tessinoises au centre des préoccupations. En revanche, la population suisse n'a pas conscience que le canton est confronté à de grands changements économiques structurels, qu'il relève bien mieux que d'autres régions du pays. Les potentiels d'avenir sont ici exploités avec détermination. Toutefois, la tension politique que le Tessin entretient avec l'Italie, son principal partenaire économique, est presque inimaginable pour d'autres cantons de Suisse, par exemple Zurich ou Bâle avec l'Allemagne ou Genève avec la France. Cependant, il faut mentionner que l'Italie poursuit une politique très protectionniste dans le sec-

teur financier, qui met à rude épreuve la place financière tessinoise.

Le point de vue du reste de la Suisse sur le Tessin ne devrait pas se concentrer exclusivement sur la notion de «Frontalieri» et sur une politique cantonale souvent fondée sur le repli sur soi. Le Tessin doit utiliser de manière ciblée la marge de manœuvre que lui laisse notre système fédéral. Dans le sud de notre pays, les entreprises, la science et un marché du travail en évolution sont dans une dynamique positive. L'un des objectifs de cette publication est de le démontrer. Cet «avenir spécial» consacré au Tessin, rédigé par une équipe interdisciplinaire d'auteurs d'Avenir Suisse, analyse les secteurs économiques, les infrastructures et les caractéristiques régionales. Il met en lumière les nombreux potentiels du Tessin – actuels et futurs.



Une surprenante diversité

Quand le reste de la Suisse pense au Tessin, de nombreuses associations d'idées surgissent spontanément: soleil, lacs, Italianità. Le Tessin en tant que place économique n'est pas la première chose qui vient à l'esprit. Ce préjugé est injuste et largement infondé. En matière économique, le canton peut se prévaloir de quelques bonnes surprises.

Patrik Schellenbauer

Avec un produit intérieur brut estimé à 29 milliards de francs suisses (2016), le Tessin représente 4,4% de la production économique suisse. En matière de productivité, avec 157 000 francs suisses par emploi à temps plein (2016), le canton est inférieur de 8% à la moyenne suisse, mais supérieur de 15% par rapport à Uri et au Valais, ses cantons voisins (cf. «Pourquoi les chiffres du PIB ne racontent que la moitié de l'histoire», p. 16).

Développement indépendant

Sur le plan économique, le canton mène sa propre vie car l'économie tessinoise dépend plus du développement en Italie du Nord que le reste de la Suisse. En 2008, le Tessin a été plus durement touché par la crise de la dette dans la zone euro. L'abandon du taux plancher face à l'euro début 2015 a eu un effet plus marqué que dans d'autres cantons – ce qui n'est pas surprenant pour une zone économique largement entourée par l'Italie.

Etant donné que les agglomérations sont très proches de la frontière, il n'y a pra-

tiquement pas de «distance de protection naturelle» pour le commerce local – en particulier le commerce de détail – contre l'attractivité monétaire de l'Italie, principal partenaire économique. Les exportations tessinoises sont plus sensibles aux prix et les possibilités touristiques sont inférieures à la moyenne nationale. Il n'est donc pas étonnant que l'économie tessinoise soit entrée en récession non seulement en 2008, mais aussi en 2015, contrairement au reste de la Suisse. Cependant, de fortes réactions ont eu lieu entre les crises et après. Et au final, la croissance tessinoise a été supérieure de 1,5% à celle de l'ensemble du pays depuis 2008, ce qui est un grand succès. Compte tenu des problèmes institutionnels de l'Italie, le Tessin peut exploiter ses avantages en tant que site économique, attirant des sièges d'entreprises et des activités de production.

Les frontaliers et les immigrants ont rendu la reprise économique possible

Ce développement économique remarquable est aussi dû à l'afflux de travailleurs italiens, qu'il s'agisse de fron-

taliers ou d'immigrants. La proximité avec l'Italie est donc à la fois malédiction et bénédiction. On remarque que la main-d'œuvre nouvellement arrivée est de plus en plus instruite. Elle élargit ainsi un pool domestique qui – comparé à la Suisse – est plutôt en dessous de la moyenne en matière de qualifications. Le taux de chômage montre que ces travailleurs, dans leur ensemble, constituent un complément (et non un substitut) à la population locale. Dans le passé, ce taux se situait au niveau des cantons francophones et dépassait ainsi largement le niveau de la Suisse alémanique. En septembre 2017, il était encore de 3,1% (Suisse: 3,0%), contre 4,7% en 2010 (Suisse: 3,5%).

Une diversité économique prometteuse

Malgré ce redimensionnement, le Tessin reste la troisième place financière suisse. Mais il y a aussi du neuf. Les services aux entreprises, qui ont contribué à près de la moitié de la croissance du PIB ces dernières années, en sont un exemple. Outre Genève, le Tessin s'affirme aussi comme site du commerce de gros,

notamment pour les matières premières. L'industrie de l'habillement se démarque dans les créneaux de qualité malgré la force du franc suisse. L'industrie pharmaceutique est également en progression, bien qu'elle reste encore petite. L'électronique, l'informatique et la communication sont d'autres domaines économiques significatifs. Ces développements ne compensent pas complètement les décennies de déclin du tourisme, car certaines régions (en particulier Locarno et les vallées adjacentes) en dépendent encore fortement. Il en va de même pour l'industrie de la construction, importante sur le plan régional.

Cependant, il s'avère que l'économie tessinoise est étonnamment diversifiée, et principalement basée sur les PME. Le Tessin est donc l'un des cantons où la concentration d'industries et d'entreprises est la plus faible. Cette diversification permet de réduire les chocs externes et les dépendances. Et surtout, le changement structurel est bien engagé vers des industries à forte valeur ajoutée. Ainsi, l'optimisme est de mise quant à l'avenir.

Frontalieri: une analyse objective

Les frontaliers font partie intégrante de l'économie tessinoise. Les 65 000 pendulaires représentent désormais 27% de l'ensemble des travailleurs. Au sein de la population et en politique, leur importance croissante a suscité des craintes ces dernières années. L'impact positif de ce bassin de main-d'œuvre sur la région et sa prospérité est trop souvent sous-estimé.

Marco Salvi

«Frontalieri»: depuis près de vingt ans, ce thème est au cœur de l'agenda politique tessinois. Une demi-douzaine d'initiatives cantonales ont déjà tenté de créer des obstacles supplémentaires à l'embauche de travailleurs frontaliers en provenance d'Italie. Le champ d'application de conventions collectives de travail (CCT) a été étendu à pas moins de 15 reprises. A cela s'ajoute toute une série de démarches hasardeuses comme la tentative ouvertement xénophobe (mais avortée) d'introduire un label pour les entreprises «sans frontaliers». Rappelons aussi cette sitcom à succès de la télévision tessinoise RSI qui présentait les Tessinois et Italiens du Nord comme les colocataires grognons d'une seule et même région.

D'un point de vue purement numérique, il est indiscutable que l'importance des frontaliers sur le marché du travail tessinois est considérable. Au niveau de l'ensemble de la Suisse, les quelques 312 000 frontaliers ne représentent qu'un peu

plus de 5% de la population active, mais leur présence est fortement concentrée dans certaines régions: les cantons de Genève, de Bâle-Ville, Bâle-Campagne et du Tessin réunissent à eux seuls près de deux tiers de tous les frontaliers. Dans le canton du Sud, environ 65 000 pendulaires, principalement originaires des provinces de Côme, de Varèse et du Piémont, représentent 27% de la population active. Il faut aussi y ajouter les employés qui ne travaillent que temporairement au Tessin. Bien que

l'importance des «travailleurs détachés» soit *de facto* relativement faible (ces derniers ne représentent en effet que 1,6% des heures de travail fournies dans le canton), leur présence engendre un fort écho médiatique.

Les raisons de la croissance rapide

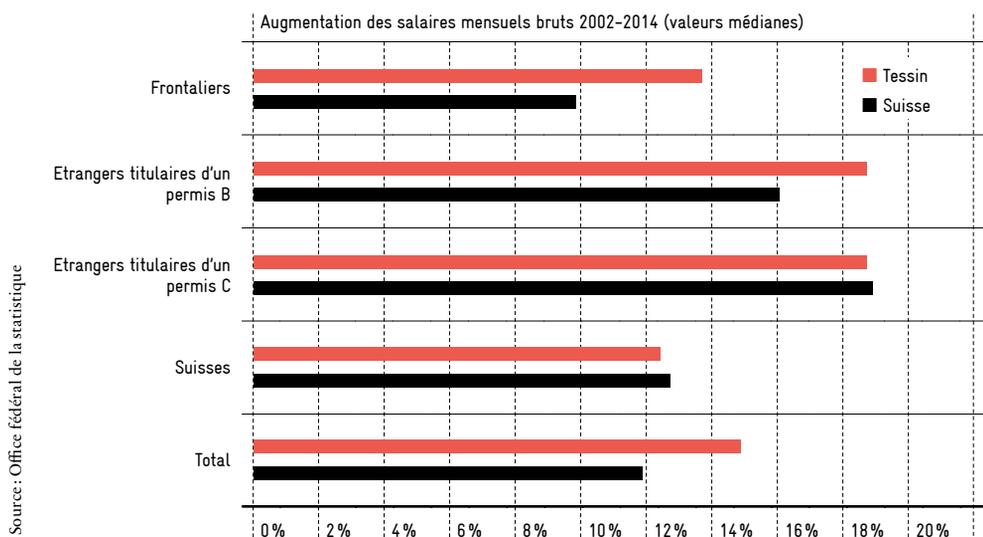
Comment en est-on arrivé là? Le nombre de travailleurs frontaliers a doublé depuis l'entrée en vigueur de l'Accord sur la libre circulation des personnes (ALCP) entre l'UE et la Suisse en 2002.

Beaucoup attribuent cela à l'augmentation de la libre circulation des personnes. En effet, les restrictions à la mobilité transfrontalière ont été progressivement supprimées avec l'ALCP, et cela jusqu'en 2007, lorsque les zones transfrontalières ont été abolies (auparavant, le statut de frontalier n'était accordé que si les lieux de résidence et de travail étaient situés à moins de 30 kilomètres de la frontière).

Il serait néanmoins erroné d'attribuer la hausse de l'emploi frontalier uniquement à l'ALCP, notamment parce

Où est le dumping?

Le graphique montre l'augmentation cumulée des salaires mensuels bruts en Suisse et au Tessin pour diverses catégories de salariés entre 2002 et 2014 (dernières données disponibles).



qu'il n'existait pratiquement aucune restriction pour les frontaliers avant l'ALCP et qu'ils n'étaient soumis à aucun quota. D'autres facteurs ont également contribué à cette augmentation, dont les salaires plus élevés en Suisse (la crise de l'euro et le choc du franc suisse ont fait grimper de 20% le pouvoir d'achat réel des salaires suisses à l'étranger) ainsi que la crise économique en Italie.

Ces aspects ont à leur tour eu un impact sur l'économie tessinoise, qui a subi une forte pression dès 2011. Alors que, jusqu'en 2008, le taux de chômage en Lombardie était à plusieurs reprises bien inférieur au niveau du Tessin, après la crise financière et la crise de l'euro, les deux taux ont convergé à un niveau plus élevé. Depuis 2013, ce ratio a sensiblement diminué dans les deux régions (7,5% en Lombardie et 6,5% au Tessin), mais surtout au Tessin, qui a ainsi pu réduire sa dépendance économique vis-à-vis de son voisin du Sud.

Des problèmes réels ou perçus comme tels ?

La forte hausse de l'emploi frontalier a suscité des craintes de manière répétée. L'inquiétude la plus répandue est celle de l'éviction des travailleurs nationaux. Tous les partis tessinois partagent l'idée qu'il y a une quantité

fixe de travail et que chaque pendulaire frontalier supplémentaire engendre ainsi une perte d'emploi pour les travailleurs locaux. Toutefois, en regardant au-delà des cycles économiques, cette affirmation n'est pas valable.

Avant la libéralisation, le taux de chômage était déjà supérieur à la moyenne suisse. Entre 1996 et 2016, la croissance de l'emploi de la population résidente dans les régions frontalières était généralement similaire à celle des régions non frontalières. Au Tessin, le taux d'emploi des ressortissants suisses a augmenté d'environ 3 points de pourcentage depuis 1996, comme pour l'ensemble de la Suisse.

Pas de dumping salarial

L'affirmation selon laquelle les frontaliers seraient généralement à l'origine d'une pression salariale dans les régions frontalières est tout aussi vague. Bien que la comparaison de simples salaires médians est à prendre avec des pincettes, on constate que l'évolution salariale des Tessinois (détenteurs d'un passeport suisse) et des Suisses a été pratiquement identique entre 2002 et 2014 (cf. figure) – et ce, malgré la crise aiguë de la place financière de Lugano.

Il est vrai que les salaires tessinois sont encore inférieurs d'environ 15% à la

moyenne suisse. Cette différence existait toutefois aussi avant l'ALCP. Elle est de nature structurelle: la main-d'œuvre tessinoise diplômée de l'enseignement supérieur (université ou haute école spécialisée) reste toujours plus rare que la moyenne nationale (29,7% contre 34,4% de la population active).

Une vision d'ensemble du phénomène «Frontalieri» devrait également prendre en compte le niveau de prix plus bas induit par des salaires inférieurs, tels que des prix dans les restaurants et des coûts de construction plus faibles. Cela améliore le pouvoir d'achat de la population tessinoise. De plus, les frontaliers ne recourent guère à l'aide sociale, ne demandent pas de logement, n'emmènent pas leurs familles et, – à l'exception notable des voies de transport – ne pèsent pratiquement pas sur les infrastructures publiques.

DES FRONTALIERS MIEUX QUALIFIÉS

Par rapport à la population active totale, les frontaliers sont toujours moins qualifiés (et rémunérés) que la moyenne. Fin 2013, seuls 12% des travailleurs frontaliers exerçaient des «professions académiques» et 17% des emplois non qualifiés. Les chiffres correspondants pour les Suissesses et les Suisses sont respectivement de 25% et 3%. La situation est différente si l'on compare avec la «nouvelle immigration», c'est-à-dire les migrants venus en Suisse depuis l'ALCP avec l'UE. Dans cette catégorie, la part des professions académiques est même supérieure à 36%.

Pour que les frontaliers continuent à contribuer de manière significative à la prospérité du Tessin à l'avenir, il faudra probablement qu'ils possèdent de plus en plus de hautes qualifications. La tendance à l'amélioration des qualifications est clairement visible : les taux de croissance les plus élevés ont été enregistrés dans des secteurs tels que l'informatique, la recherche et l'éducation. Il s'agit là d'un signe positif: c'est le seul moyen de répondre à la demande accrue de travailleurs hautement qualifiés et spécialisés sur le futur marché du travail contingenté, qui est resté stable ces dernières années malgré le ralentissement économique.

«Ignorer les faits est dangereux»

Le conseiller fédéral Ignazio Cassis a parlé à Avenir Suisse de sa compréhension du libéralisme, des différences de mentalités et de la critique croissante de la mondialisation. Il plaide pour un récit concis et positif de la politique comme réponse aux bouleversements économiques et sociaux.

Verena Parzer-Epp
Urs Steiner

Monsieur le Conseiller fédéral, comment êtes-vous entré en politique en tant que médecin ?

C'était un chemin indirect. Dans les années 1980, nous avons été confrontés au sida en médecine – une épidémie d'un tout nouveau genre. J'ai participé aux recherches de l'hôpital universitaire de Zurich et j'ai ouvert la première heure de consultation sur le VIH à Lugano en 1989. Ce parcours clinique m'a ouvert les yeux sur la dimension sociale de la maladie. Lorsque je suis devenu médecin cantonal à l'âge de 35 ans, je n'étais plus responsable de quelques patients, mais de plus de 300 000. Un médecin cantonal est un interprète entre médecine et politique. Grâce à cette tâche de médiateur, j'ai appris à connaître la politique. En 2003, c'est par hasard que le PLR tessinois recherchait un médecin pour sa liste du Conseil national. On m'a assuré qu'il n'y avait aucun risque d'être élu, ce qui a été le cas. Mais lorsque la conseillère nationale Laura Sadis est devenue membre du gouver-

nement cantonal, j'ai pris sa place au Parlement fédéral et suis resté à Berne depuis.

Vous êtes libéral. Qu'est-ce que cela signifie pour vous personnellement ?

C'est vivre debout et se relever après être tombé. C'est prendre des responsabilités pour soi-même, mais aussi pour la société. Je me considère clairement comme libéral tant sur la plan sociétal qu'économique. Je suis plutôt progressiste sur les questions sociétales.

Existe-t-il un libéralisme tessinois spécifique ?

Oui. Le parti a connu une histoire mouvementée: l'aile du Sopraceneri, où les entreprises étatiques étaient d'importants employeurs, a tendance à être plus étatiste. Dans le Sottoceneri, la culture était plus proche de l'industrie et du commerce, le contact avec l'Etat était moins recherché. Les différences culturelles entre les «radicaux» du Nord et les «libéraux» du Sud sont encore perceptibles aujourd'hui. Dans l'ensemble, le PLR tessinois se positionne plus à gauche que le parti au plan national.

Comment vous situez-vous dans ce champ de tensions ?

Etant entré latéralement en politique et comme fils d'Italiens n'ayant jamais fait de politique, je ne suis pas facile à positionner dans ce débat. Les personnes sont généralement «classées» en fonction de leur milieu familial et régional. Mais mon grand-père et mon père étaient de véritables libéraux sans le savoir.

Tout le Tessin s'est enfiévré pour votre élection au Conseil fédéral. Comment expliquez-vous ces émotions fortes ?

C'est une culture différente, une manière différente de manifester la joie. Si vous êtes médecin, vous savez que les Italiens expriment leurs symptômes d'une manière extrovertie – le «syndrome de Mamma Mia». La culture italienne inclut une dimension théâtrale et d'opérette.

Votre élection semble avoir provoqué un grand soulagement au Tessin.

A la veille de l'événement, les attentes étaient gigantesques. Je ne m'inquiétais pas pour moi – après une courte déception, ma vie aurait pu continuer normalement. Mais

je me demandais comment l'opinion publique aurait pu réagir en cas de non-élection. Les réactions étaient difficiles à estimer dans cette atmosphère tendue. Peut-être que quelqu'un aurait pensé à bloquer l'autoroute, comme autrefois Nano Bignasca de la Lega.

Aviez-vous de telles craintes ?
Cela n'aurait pas été aussi turbulent qu'en Catalogne. Mais récemment, en Lombardie et en Vénétie, plus de la moitié de la population a réclamé son propre Etat fédéral dans des votes consultatifs. Ces phénomènes soulèvent la question de l'identité.

En tant que Tessinois, pouvez-vous comprendre les motivations de ces mouvements autonomes ?

Je crois que nous assistons à la fin de l'euphorie de la mondialisation. Il y a vingt ans, nous avons assisté au début de la mondialisation avec la révolution des TIC – avec un nouveau livre sur le sujet chaque semaine. Maintenant, le pendule revient en arrière. Les frontières se voient redonner un sens symbolique, mais aussi concret. Les flux migra-

toires ne sont plus tolérés dans la mesure habituelle. Pré-tendre qu'«il n'y a qu'à continuer comme ça» revient à méconnaître la réalité. Ce que nous voyons en Catalogne ces dernières semaines en est la preuve. Pour le Tessin, ce n'est pas un phénomène particulier; il a commencé un peu plus tôt.

Pourquoi plus tôt?

Pour le Tessin, la mondialisation signifie la libre circulation des personnes, l'Europe, l'ouverture des frontières sans contrôles. Les habitants tessinois ont surtout ressenti les effets secondaires de la mondialisation et considéraient que ses principaux effets étaient normaux: ils sont devenus un peu plus prospères, ont acheté un appartement, une deuxième voiture et trois réfrigérateurs. Mais tout cela n'a pas été vécu comme résultat des Bilatérales car le récit manquait. L'une des principales faiblesses de la politique est qu'elle a oublié de raconter l'histoire de ce que l'on vit. Les gens ne réalisent pas assez à quel point notre prospérité est liée à la mondialisation.

Apparemment, le Tessin a une sensibilité différente de celle des autres cantons.

Le Tessin était déjà critique à l'égard de la mondialisation alors que le reste de la Suisse s'enthousiasmait pour la libre

circulation des personnes. Cela s'explique par les observations faites à la frontière avec la Lombardie et le Piémont, une zone d'environ 18 millions d'habitants, qui a subi un ralentissement économique massif dès les années 1990. Les gens sont venus au Tessin pour chercher du travail. Toutefois, les conditions-cadres n'étaient pas réunies à cet effet au niveau fiscal. Les frontaliers étaient beaucoup moins taxés que s'ils avaient travaillé en Italie. Par conséquent, un emploi pour 2000 francs par mois devenait intéressant. Pour les Tessinois, la nouvelle concurrence sur le marché du travail est devenue de plus en plus la réalité locale de la mondialisation. Cela s'est reflété dans toutes les votations.

Si l'on considère le taux de chômage au Tessin, ce phénomène n'est pas visible. Il n'y a pas eu d'éviction des travailleurs tessinois par des immigrants.

Cette éviction est très controversée. Au Tessin, certaines forces politiques voulaient abolir l'Office de la statistique parce qu'il n'avait pas démontré que ce phénomène avait eu lieu. Les émotions étaient très intenses, allant jusqu'au déni de réalité. Mais ignorer les faits est dangereux parce que cela nous ramène à l'époque d'avant les Lumières.



Votre tâche au Conseil fédéral consiste-t-elle donc à construire un récit positif?

Ce sera l'une des tâches les plus importantes du Conseil fédéral dans son ensemble. Nous devons réussir à faire en sorte que les gens comprennent à nouveau la réalité – non pas avec le vocabulaire d'Avenir Suisse ou de la NZZ, mais sur le plan psychologique, loin du discours académique habituel. Trop souvent, on suppose que les statistiques du SECO parlent d'elles-mêmes.

Ce qu'elles ne font pas.

Non. Nous entrons dans une phase où même les Lumières sont remises en question – et nous perdons progressivement nos repères. La mondialisation a, dans une certaine mesure, dissocié l'économie de la politique. Soudain, le patron du Credit Suisse était un Américain et la politique restait en retrait, insécurisée. Que doit faire la politique locale avec l'économie mondiale? Cet état de fait a constitué pour moi la plus grande crise sociétale des vingt dernières années. Nous devons à présent formuler un nouveau récit – avec des mots et des faits.

A quoi pourrait-il ressembler?

Le fait que Sergio Ermotti, CEO de l'UBS, soit aussi le président du club de football de ma commune, est déjà un récit. Dans le passé, ces «en-

gagements de milice» étaient tout à fait normaux.

Avec le tunnel du Gothard, le voyage en train de Zurich à Lugano n'est désormais pas plus long que pour Appenzell. Il y a une sorte de globalisation interne en Suisse, qui conduit au fait que les Suisses alémaniques commandent en allemand dans les pizzerias d'Ascona.

C'est le reflet de la situation politique réelle. Les Suisses alémaniques décident largement de ce qui se passe en Suisse. Pourquoi demandez-vous à un citoyen tessinois ce qu'il apporte au Conseil fédéral? Vous ne demanderiez jamais cela à un Suisse alémanique. Pendant ma campagne électorale, on m'a posé cette question tellement de fois qu'elle m'a finalement fait de la peine.

Vous avez été élu non seulement pour vos compétences, mais aussi pour représenter le Tessin au Conseil fédéral.

On aimerait donc connaître les orientations spécifiques d'un Conseiller fédéral tessinois. Mais Ueli Maurer a également été élu parce qu'il était Suisse allemand. Regardez, les proportions sont claires – soit 5:2 ou 4:2:1. Dès qu'il y a déjà deux ou trois Latins au Conseil fédéral, quelqu'un est élu parce qu'il vient de Suisse alémanique.

Comment comprendre la volonté du gouvernement tessinois

de s'intégrer à l'organisation de promotion économique de la «Greater Zurich Area»?

C'est la preuve que le tunnel du Gothard modifie non seulement la géographie mais aussi la politique. Nous ne sommes pas encore suffisamment conscients de l'impact social du tunnel. Nous n'avons pas encore abordé cette situation quasi socio-anthropologique. Qu'est-ce que cela signifie de pouvoir vivre à Bellinzzone et travailler à Zurich? Les Tessinois parlent-ils suffisamment bien l'allemand pour être compétitifs sur un marché du travail vingt fois plus important que le nôtre? Si nous sommes poussés par le Sud, ne pouvons-nous pas nous tourner davantage vers le Nord?

Pourquoi le Tessin ne se concentre-t-il pas sur son marché voisin au Sud, culturellement et géographiquement beaucoup plus proche?

Les Tessinois se sentent Suisses! En 200 ans, cette identité a été intériorisée. Nous les Suisses n'existons pas vraiment en tant que tels – «Suiza no existe!». Nous recherchons notre identité surtout dans la différence avec la culture de notre région linguistique. Les Suisses alémaniques exagèrent leur dialecte afin de renforcer leur identité. Les Romands ne veulent en aucun cas être Français, bien qu'ils lisent les mêmes livres et regardent les mêmes films. Les Tessinois

ont aussi beaucoup plus de points communs avec l'Italie du Nord qu'avec Appenzell. Nous cultivons en Suisse des caractéristiques d'identification qui nous permettent d'être différents de ceux de la région linguistique voisine.

Donc vous dites que le système est plus fondateur pour l'identité que la langue et la culture.

Exactement. Le récit de Guillaume Tell participe à la cohésion de la Suisse. Nous sommes une nation de volonté, et les institutions en sont le ciment. L'armée, par exemple, a été pendant longtemps une agence d'intégration incroyablement forte. J'ai moi-même été intégré en Suisse par l'armée, où j'ai fait la connaissance d'Alémaniques et de Romands.

Quelle recette avez-vous pour une Suisse et un Tessin prospères?

Les gens doivent se rendre compte qu'ils ne peuvent conserver leur liberté que s'ils assument davantage de responsabilités envers eux-mêmes. Cela inclut la responsabilité pour soi-même, mais aussi pour les autres. La mentalité de «profiteur» («Abzocker-Mentalität») ne touche pas que des millionnaires, mais le comportement de beaucoup. Nous avons besoin d'un changement de mentalité pour que l'avenir reste bon.

Vent frais du Gothard

Comment le Tessin peut-il mieux tirer parti des avantages de sa position géographique, maintenant que des milliards ont été investis dans l'infrastructure de transport du Gothard? Des opportunités d'envergure sont ouvertes pour le canton, qu'il s'agit maintenant de bien utiliser.

Daniel Müller-Jentsch

Le tunnel de base du Gothard, le plus long tunnel ferroviaire au monde avec 57 km, a été mis en service fin 2016, après 17 ans de travaux. Il a coûté 12,2 milliards de francs – hors infrastructure de raccordement comme le tunnel de base du Ceneri (1,2 milliard de francs) qui sera ouvert en 2020. La même année, le peuple suisse a également approuvé la réhabilitation du tunnel routier du Gothard (le plus long du pays avec ses 17 km) et la construction d'un second tunnel, dont le coût total est estimé à 2,8 milliards de francs. Au total, le Gothard vaut environ 20 milliards de francs. Ces investissements du siècle permettent à l'industrie régionale de la construction d'obtenir des contrats lucratifs sur deux générations. Mais cela n'est pas suffisant. Pour que ces nouvelles infrastructures d'importance européenne soient rentables économiquement, les acteurs tessinois doivent les utiliser comme catalyseurs du développement régional. Il y a quatre grands axes pour cela.

Proximité des centres

Avec l'achèvement des travaux NLFA, le Tessin se rapproche des centres économiques du Plateau suisse et du nord de l'Italie. La durée du trajet de Zurich à Lugano sera réduite à un peu moins de deux heures d'ici 2020, celle de Zurich à Milan à un peu moins de trois heures. Les entreprises tessinoises seront ainsi en mesure d'acquérir de nouveaux clients. Et pour la promotion économique, il devrait être plus facile d'attirer de nouveaux investisseurs. La politique cantonale a également la possibilité d'orienter les conditions-cadres de l'économie locale sur les activités à plus forte valeur ajoutée.

Vivifier le tourisme

L'industrie touristique, autrefois florissante, a connu un déclin spectaculaire depuis le début des années 1990. En 25 ans, les nuitées ont diminué d'un quart. Les tendances de croissance n'ont repris que récemment. La NLFA offre désormais la possibilité d'une reprise durable, d'autant plus que des travaux importants ont été réalisés sur place: la nouvelle loi sur le tourisme, la fusion des organisations

régionales de marketing (qui ont passé de 10 à 4), le renforcement de l'agence de tourisme tessinoise nouvellement créée et la campagne «Ticino Ticket» sont des signes encourageants de renouveau.

Le transit comme source de revenus

Le Tessin est situé sur le corridor de transport trans-européen Gênes-Rotterdam et une grande partie des échanges commerciaux entre l'Italie et l'Europe du Nord s'y déroule. Avec les investissements massifs sur le Gothard, cet axe de transport est progressivement modernisé. L'économie et la politique tessinoises ont une opportunité de mieux tirer parti de la fonction de transit – non seulement en tant que lieu logistique, mais aussi en tant que plaque tournante économique entre l'Italie et l'Europe du Nord des Alpes. Pour ce faire, il faut renforcer les avantages de positionnement local et développer des modèles d'affaires.

Des trajets plus courts dans le canton

D'ici 2020 au plus tard, les temps de parcours dans le

canton du Tessin seront considérablement raccourcis. Avec l'ouverture du tunnel de base du Ceneri, le temps de trajet entre Lugano et Locarno sera réduit de moitié, à seulement 22 minutes – la NLFA deviendra le métro du Tessin. En termes de transports, les petites villes tessinoises vont former ensemble une grande agglomération. Ce développement doit être soutenu par des conditions-cadres d'aménagement du territoire appropriées, des mesures d'urbanisme et une coopération plus systématique entre les villes et communes participantes.

Tout cela prouve que les milliards investis dans l'infrastructure de transport du Gothard sont bien plus qu'une pluie d'or pour l'industrie locale de la construction. Ils pourraient être le prélude à un vaste programme de rénovation et de revitalisation du Tessin en tant que site économique. Mais avant cela, il reste encore beaucoup de devoirs à faire, des réformes à mettre en œuvre et des stratégies à développer. Certaines ont déjà été abordées, d'autres restent à faire.

La place financière a besoin d'accéder au marché européen

La place financière du Tessin est de taille considérable. Le savoir-faire, la proximité culturelle et l'ouverture économique ont été des facteurs clés de cette évolution dans le passé. Le plus grand danger qui la menace est actuellement le développement du protectionnisme international. C'est pour cette raison en particulier que l'accès au marché de l'UE doit être redéfini.

Jakob Schaad

Avec une contribution de 9% à la valeur ajoutée régionale, le secteur financier, composé de banques, d'assurances et d'autres prestataires de services financiers, représente une part importante de l'économie tessinoise¹.

Avec sa taille, il n'est que légèrement inférieur à la moyenne nationale (juste au-dessous de 10%) et contribue fortement à la valeur ajoutée régionale, bien plus que de nombreux autres cantons. Au sein du secteur, les banques et les institutions financières représentent la part du lion. Elles réalisent à elles seules 5,5% de la performance économique, soit davantage que la moyenne suisse de 5%. Notre canton le plus méridional est un centre financier régional considérable. Historiquement, la proximité et l'ouverture au voisin italien ont joué un rôle majeur dans ce développement.

Stabilité et ouverture

A l'origine, le développement de la place financière tessinoise a été fortement favorisé par l'industrialisation du nord

de l'Italie à la fin du XIX^e siècle et les projets d'infrastructure qui y ont été associés. Ce n'est qu'au fil du temps – mais d'autant plus puissamment – que le pilier de la gestion d'actifs s'est intégré. Outre la proximité culturelle et géographique de l'Italie, les principaux moteurs de cette évolution ont été la grande stabilité de la monnaie suisse et le système politique du pays. Ces avantages – non seulement au Tessin, mais dans tout le pays – étaient déjà perceptibles avant l'introduction du secret bancaire suisse en 1934. Cette situation a changé avec l'introduction de l'euro en 1999 et le renforcement de la stabilité politique en Europe. Toutefois, les incertitudes se sont récemment à nouveau accrues.

La puissance économique de toute la région a toujours joué un rôle central: le volume du commerce suisse avec la seule Lombardie est à peu près du même ordre de grandeur que celui avec le géant économique qu'est la Chine².

Comme le montre le graphique, la première bulle Internet au début des années 2000 et la crise financière qui a commencé en 2007 ont été

particulièrement difficiles à gérer pour la place financière tessinoise. Les efforts répétés du gouvernement italien pour restituer à l'Italie des actifs non taxés dans le cadre de programmes de conformité fiscale ont posé un défi. Depuis le début du millénaire, l'Italie a accordé plusieurs amnisties à ses fraudeurs. Avec le programme de divulgation volontaire de 2015, les contribuables italiens ont eu une dernière chance de normaliser la situation fiscale de leurs avoirs non déclarés, avant l'introduction de l'échange automatique d'informations conformément aux standards de l'OCDE.

Changement structurel général...

Le changement de paradigme vers l'échange automatique d'informations ne marque pas nécessairement le début du déclin de la gestion d'actifs au Tessin. En tout état de cause, l'évolution des statistiques de l'emploi dans le secteur financier ne suggère pas de causalité directe avec les amnisties fiscales italiennes. Toutefois, il est clair que le nombre d'employés dans le secteur a diminué plus for-

tement ces dernières années qu'au niveau national (cf. figure).

Malheureusement, il n'existe pas de données concrètes pour le Tessin sur le développement de la gestion des actifs offshore. Toutefois, la tendance nationale est défavorable. Selon les statistiques de la BNS, les avoirs des clients étrangers sous gestion auprès de banques et de gérants de fortune indépendants en Suisse ont chuté de 44% entre 2000 et 2015. Le fait que la place financière tessinoise se concentre sur la gestion de fortune est probablement l'une des principales raisons pour lesquelles la baisse du niveau d'emploi dans le secteur financier est plus forte au Tessin que dans le reste du pays.

Cette évolution est également due en partie à des raisons structurelles de numérisation et d'industrialisation des processus internes au sein des institutions financières. Ces deux facteurs ont contribué à la concentration des employés dans un petit nombre de lieux, en particulier dans les sièges. Etant donné que seulement 15 des quelque 45 banques (2016) ont leur siège

au Tessin, l'emploi dans le secteur financier local a particulièrement souffert.

... mais aussi protectionnisme

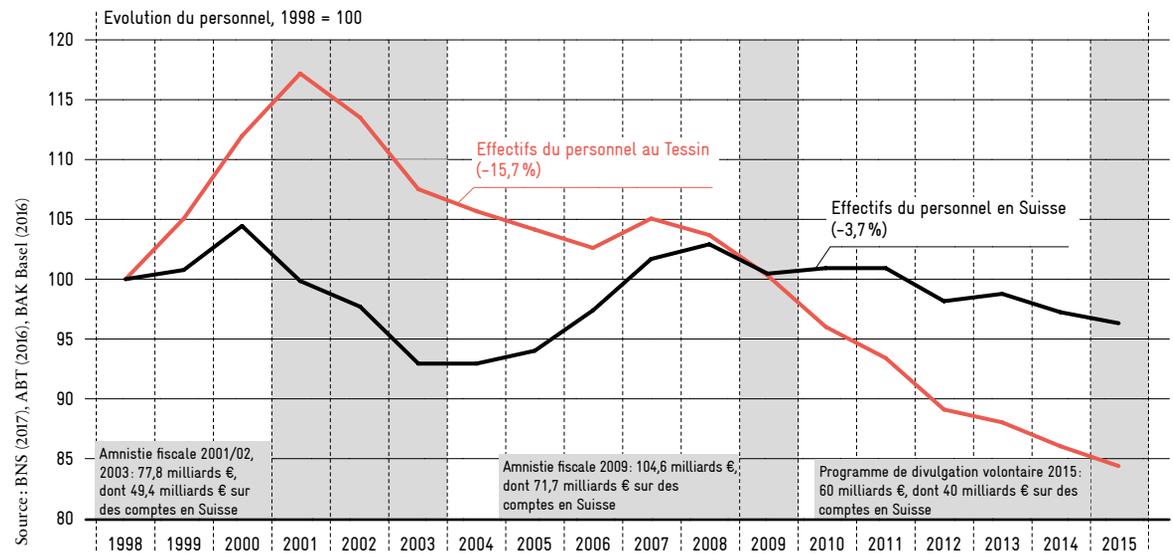
Outre ces causes structurelles, le renforcement du protectionnisme international à l'égard des services financiers transfrontaliers joue un rôle décisif. Les nouveaux obstacles découlent des différentes dispositions relatives à la protection des investisseurs, qui varient d'un bloc commercial à l'autre. En effet, les services transfrontaliers doivent être conformes aux réglementations locales du domicile du client. Avec la loi Dodd-Frank, plus de 1000 pages de nouvelles réglementations ont été créées aux Etats-Unis. En ce qui concerne le zèle réglementaire, l'UE a rivalisé avec les Etats-Unis et a créé une réglementation étendue pour tous les aspects du secteur financier. La compatibilité internationale a rarement été recherchée. Et là où des dispositions ont été incluses dans l'UE pour les «pays tiers», elles sont défavorables aux pays non membres de l'UE.

L'accès au marché de l'UE est central

L'accès aux clients à l'étranger est un élément central de la gestion de fortune. Jusqu'à présent, la Suisse s'est efforcée de le maintenir par le biais d'accords bilatéraux directs

Chiffres rouges sur la place financière

Les changements structurels et le protectionnisme croissant affectent le secteur financier tessinois. Toutefois, les amnisties fiscales de l'Italie n'ont pas eu d'effet immédiat.



avec des pays membres de l'UE et par la reconnaissance de l'équivalence entre la réglementation financière suisse et celle de l'UE. Les deux approches n'offrent que des possibilités limitées.

L'accès à des accords bilatéraux est freiné par l'organisation des compétences de l'UE en matière financière; et les procédures de reconnaissance des pays tiers ne sont souvent pas prévues dans les règlements de l'UE. Il n'a été possible de conclure un accord binational d'accès au marché qu'avec l'Allemagne. Les négociations avec la France et l'Italie se poursuivent depuis un certain temps déjà. A ce jour – et dans le cas de l'Italie, malgré une déclaration d'intention conjointe

signée en 2015 – aucun résultat concret n'a émergé³. La mise en œuvre de la directive MiFID, adoptée par le Parlement italien en août 2017, prévoit des conditions encore moins favorables qu'auparavant. Elle exige explicitement que les prestataires de services financiers des pays tiers disposent d'une succursale dans le pays, sauf pour les investisseurs professionnels⁴.

L'option d'octroi de licences pour les services financiers provenant de pays tiers – qui n'a pas été accordée depuis

longtemps – est donc remise en question. Dans ces conditions, l'accès général au marché européen, toujours plus significatif, revêt une importance croissante pour la place financière suisse. Une première étape pourrait être un nouveau départ dans les négociations en vue d'un accord-cadre institutionnel avec l'UE. Un accord-cadre sur tous les accords bilatéraux existants et futurs pourrait offrir de nouvelles perspectives pour des accords financiers dont le besoin se fait pressant.

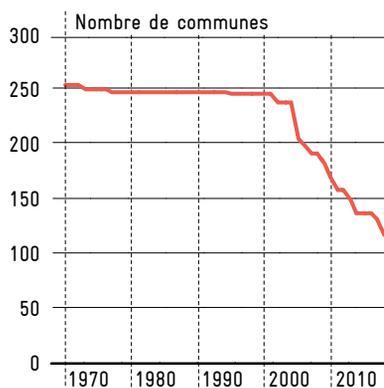
1 BAK Basel Economics AG: Herausforderungen und Chancen für den Finanzplatz Tessin, Januar 2016.
 2 https://www.avenir-suisse.ch/files/2017/03/CH-95-35_Globalisation-relations-commerciales_FR.pdf
 3 Roadmap on the Way Forward in Fiscal and Financial Issues between Italy and Switzerland: <https://www.news.admin.ch/news/message/attachments/38401.pdf>
 4 Gazzetta Ufficiale della Repubblica Italiana Anno 158 Numero 198 du 25.08.2017

VUE D'ENSEMBLE

FUSION DE COMMUNES

138 communes ont disparu

Pendant longtemps, les structures communales au Tessin (comme en Suisse en général) semblaient inébranlables – malgré l'existence de 250 communes pour moins de 300 000 habitants à l'époque. Mais depuis le début des années 2000, le canton réalise sans relâche des fusions de communes. Le nombre de communes a déjà diminué de plus de moitié.



Source: Office fédéral de la statistique (Répertoire officiel des communes)

UN PIB FAUSSEMENT ELEVE

Le PIB élevé est trompeur

Le canton du Tessin a un PIB par habitant supérieur à la valeur moyenne suisse. Toutefois, ce chiffre est trompeur : le numérateur (PIB) inclut également la valeur ajoutée créée par le nombre élevé de frontaliers, alors que le dénominateur (nombre d'habitants) ne les englobe pas. En tant qu'indicateur de prospérité pour la population résidente tessinoise, ce ratio transmet une image trop positive. Si l'on utilise le revenu imposable comme valeur de référence, les Tessinois repassent en dessous de la moyenne suisse.

104,9 %

PIB

96,1 %

Bénéfices imposables

94,4 %

Revenu imposable

79,1 %

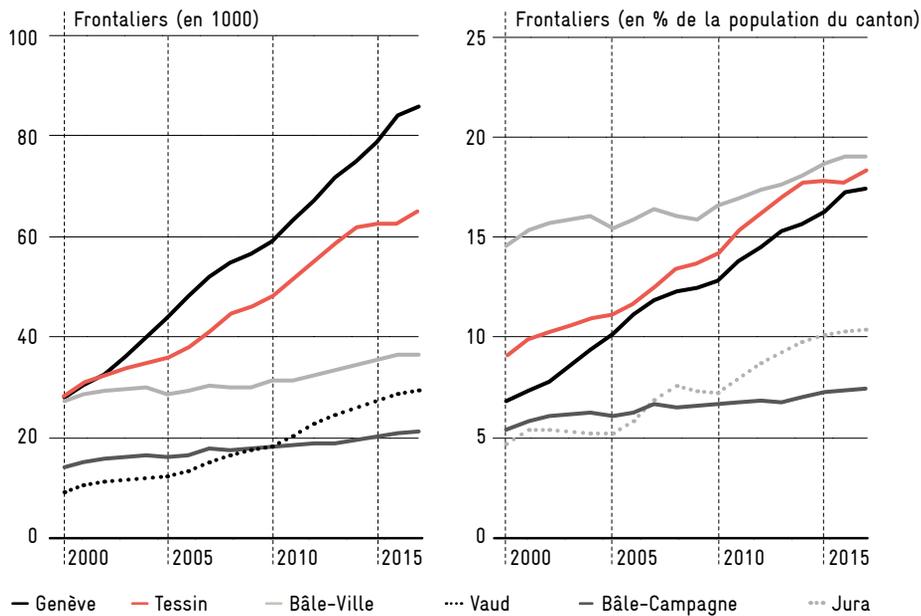
Fortune imposable

Source: Office fédéral de la statistique, Administration fédérale des finances

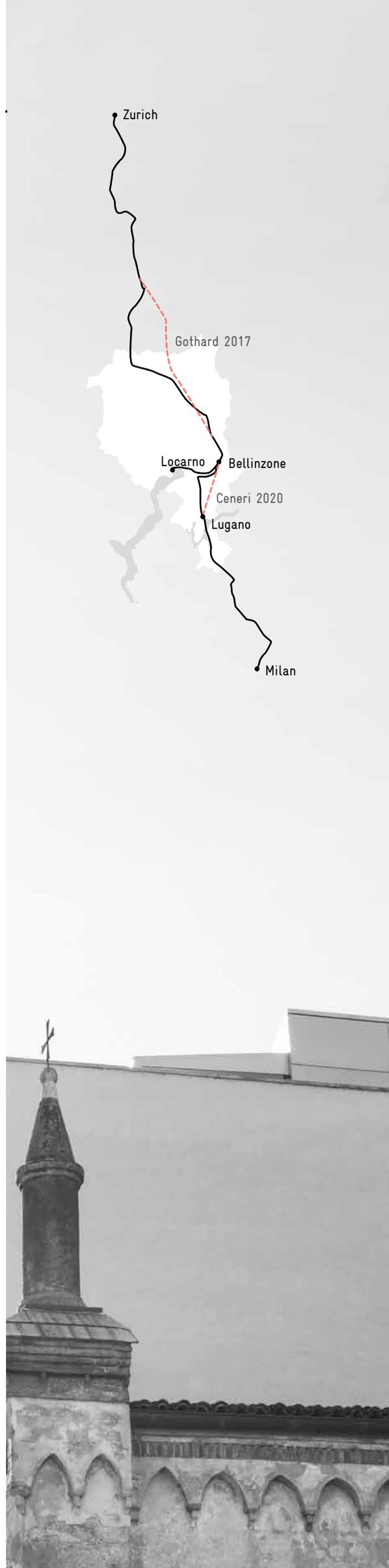
FRONTALIERS

Le nombre de frontaliers a doublé depuis l'an 2000

En 2017, 65 000 étrangers franchissent chaque jour la frontière nationale pour travailler dans le canton du Tessin. En 2000, ils n'étaient que 28 000. Cependant, les chiffres pour les deux cantons frontaliers urbains de Genève et Bâle-Ville sont tout aussi élevés (par rapport à la population résidente).



Source: Office fédéral de la statistique (Statistique des frontaliers)



TRANSPORTS

La Suisse se rapproche de Lugano

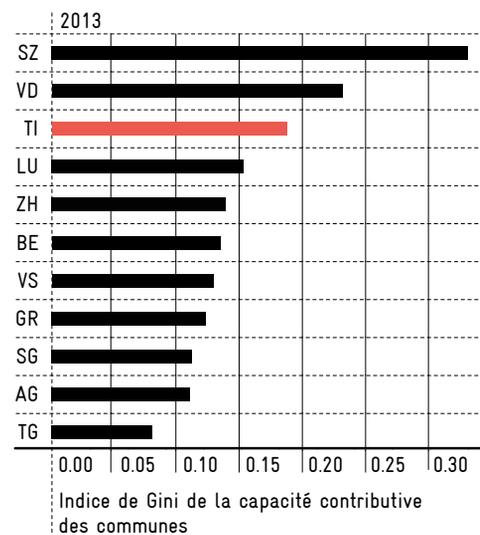
	Aujourd'hui	A l'avenir	Gain de temps
Zurich - Lugano	2:38	1:53	45 min.
Lugano - Locarno	0:49-0:61	0:22	27-39 min.
Lugano - Milan	1:17	1:17	0 min.
Zurich - Milan	3:40	2:45	55 min.
Lugano - Bellinzone	0:27	0:15	12 min.

Source: Office fédéral des transports, CFF

INEGALITÉ REGIONALE

Grandes différences dans la capacité contributive

Le canton du Tessin est assez hétérogène. La région de Lugano est économiquement forte contrairement au Nord montagneux beaucoup plus faible. La capacité contributive des villes de Locarno et de Bellinzone est inférieure à la moyenne cantonale. Les disparités sont encore plus grandes dans les cantons de Schwytz et de Vaud par exemple. Cependant, la plupart des cantons sont plus homogènes que le Tessin.

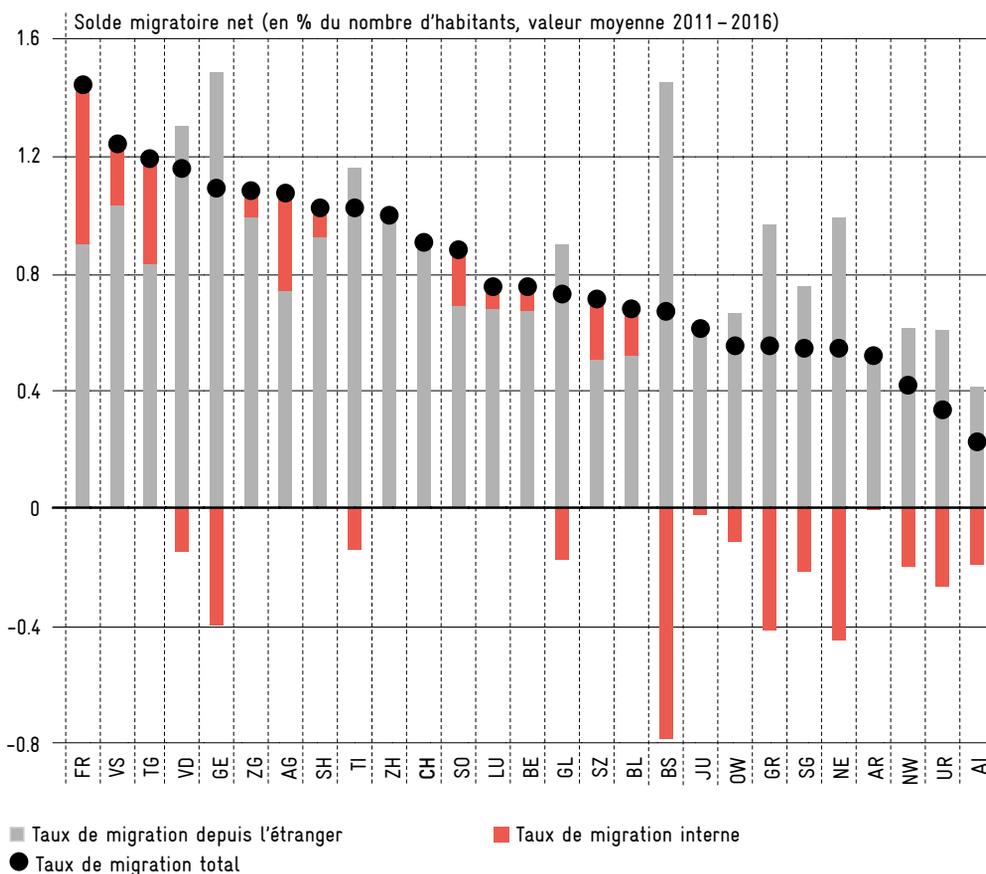


Source: propres calculs basés sur les données de l'Administration fédérale des contributions

MIGRATION

Forte immigration nette depuis l'étranger, solde migratoire négatif avec les autres cantons

Entre 2011 et 2016, l'excédent migratoire des étrangers au Tessin s'élevait à un peu moins de 1,2% de la population résidente par an. Le canton occupe ainsi la quatrième place derrière GE, BS et VD. Il est intéressant de noter que chacun de ces quatre cantons présente un solde négatif pour la migration interne avec les autres cantons.



Source: Secrétariat d'Etat aux migrations, Office fédéral de la statistique

Plus de jeunes pour la Floride helvétique

Le Tessin jouit d'une bonne réputation en tant que résidence pour personnes âgées. C'est précisément la raison pour laquelle le marché du travail cantonal aura besoin de plus de jeunes à l'avenir. Le potentiel des femmes et des employés senior pourrait être mieux exploité. Et les soins aux personnes âgées doivent se fonder sur une utilisation judicieuse des ressources.

Jérôme Cosandey

C'est sur la Cimetta, la montagne locale de Locarno, que l'on compte le plus grand nombre d'heures de soleil en Suisse. Ce n'est pas pour rien que le Tessin est considéré comme la Floride helvétique. Il y fait bon vieillir. Et, en effet, l'espérance de vie des femmes à la naissance (86,2 ans) y est la plus élevée, soit 14 mois au-dessus de la moyenne suisse. Les raisons de ce record ne sont pas claires. Le soleil seul n'explique pas tout. Les hommes tessinois qui profitent du même ensoleillement ne vivent que six mois de plus que la moyenne suisse.

Double vieillissement

L'espérance de vie élevée au Tessin est réjouissante, mais cela signifie aussi que le canton a l'âge moyen le plus élevé de Suisse. En outre, le rapport entre le nombre de personnes en âge de travailler et le nombre de retraités n'est nulle part aussi bas qu'au Tessin. Les retraités consomment, veulent recevoir des conseils financiers ou être pris en charge: pour fournir ces services, il faut des per-

sonnes actives sur le marché du travail.

Il y a aussi des défis démographiques futurs. Comme partout en Suisse, le départ à la retraite de la génération du baby-boom modifiera considérablement le rapport entre le nombre de retraités et la population active. En plus de cette tendance nationale, il existe une composante tessinoise spécifique: un «rajeunissement insuffisant» de la population en âge de travailler et un «vieillissement excessif» des personnes âgées. Alors que la population active du canton ne devrait croître que de 5% entre 2015 et 2035 (contre 8% en moyenne suisse), le nombre de retraités augmentera de 61% sur la même période (60% en Suisse). Mais surtout, le nombre de personnes âgées de 80 ans et plus augmentera de 92% (83% en Suisse) (cf. figure). Le Tessin est donc exposé à une sorte de double vieillissement de la société. Différentes approches sont nécessaires pour aborder ces changements.

On cherche des jeunes

Le faible taux de croissance de la population active au

Tessin s'explique entre autres par le taux de natalité de 1,44 enfant par femme (2015), le quatrième plus faible de Suisse (après BS, SH et GR). Il est bien en dessous de la moyenne suisse de 1,53 et bien en deçà des 2,1 enfants nécessaires pour assurer une population constante sans migration. D'autre part, le bilan migratoire tessinois est moins bon que celui d'autres cantons. Certes, il y a un afflux net de personnes en âge de travailler en provenance de Suisse ou des pays voisins, mais il est inférieur aux autres cantons. Les Alpes et la langue sont-elles des barrières trop grandes? Dans ce contexte, les frontaliers ou les migrants en provenance d'Italie vont probablement gagner en importance et devront contribuer au «rajeunissement» de la société tessinoise.

Utiliser le potentiel féminin

Pour atténuer la pénurie imminente de personnel au Tessin, il faut mieux exploiter le potentiel latent des employés, et notamment des femmes. Le taux d'activité standardisé des femmes y est particulièrement bas. En 2016, 53% d'entre elles occupaient un emploi, soit

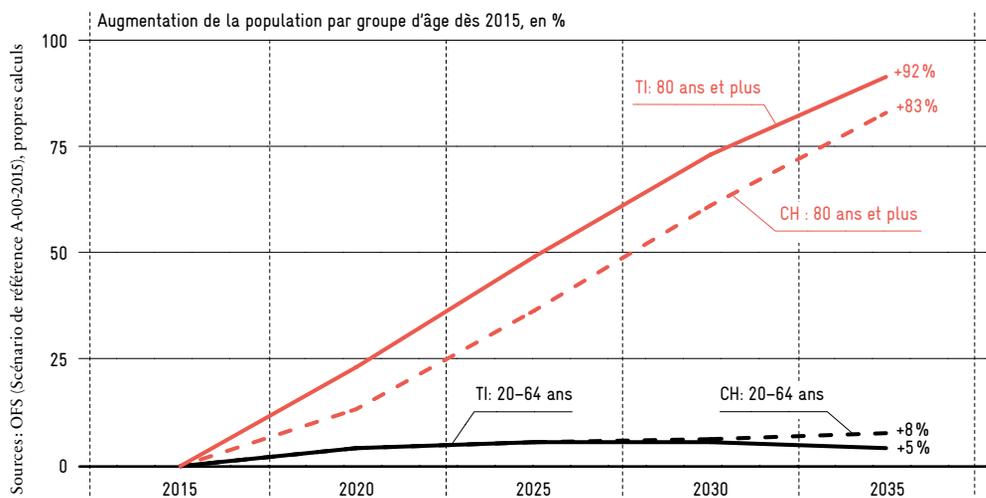
bien moins que la moyenne suisse (63%). A première vue, le problème de conciliation entre vie professionnelle et vie familiale au Tessin semble très prononcé. Pourtant, le Tessin est un cas particulier dans le paysage scolaire suisse. L'âge d'entrée à la maternelle, fixé à trois ans, y est relativement bas. Les structures d'accueil pour les repas de midi et l'après-midi sont souvent habituelles dans les écoles du canton. Ainsi, le manque d'infrastructures ne peut à lui seul expliquer le faible taux d'emploi des femmes. Des aspects culturels et des préférences individuelles pourraient en être la cause, aussi bien dans les familles que dans les entreprises.

Les opportunités des seniors

Les employés plus âgés représentent aussi un potentiel de ressources important, notamment parce qu'ils comprennent mieux les besoins et les préférences des clients plus âgés. Il n'y a guère d'autres segments qui connaissent une croissance supérieure à celle du marché des seniors. En 2035, 50 000 retraités supplémentaires vivront au Tessin. Ils sont souvent en forme, dynamiques et exigeants. La

Tessin, un double vieillissement

D'ici 2035, le Tessin connaîtra un «rajeunissement insuffisant» de la population en âge de travailler et un «vieillissement excessif» des personnes âgées. D'ici là, la population active augmentera de 5% (contre 8% en moyenne en Suisse), tandis que le nombre de personnes de 80 ans et plus augmentera de 92% (Suisse: 83%).



«génération Woodstock» a toujours su ce qu'elle voulait et ne s'est pas contentée de solutions standardisées. Quiconque peut répondre aux besoins de ces clients financièrement solides a de bonnes opportunités d'affaires, en particulier dans les domaines de la santé, de la finance, des loisirs et du style de vie. Cette «silver economy» pourrait être particulièrement mise en valeur au Tessin, avec son tourisme et sa place financière.

Mais les entreprises manquent souvent de jeunes talents capables de servir cette nouvelle clientèle. Elles seraient donc bien avisées d'éviter une perte brutale de personnel et de connaissances en retenant le plus longtemps possible les travail-

leurs âgés. Ceux-ci sont tout à fait disposés à travailler plus longtemps si les conditions leur conviennent. Outre l'atmosphère de travail, celles-ci doivent inclure une large autonomie dans la gestion du temps et moins de pression à la production. La flexibilité tout au long de la journée, de la semaine ou de l'année aide à mieux concilier travail et vie familiale. De nombreux travailleurs âgés sont souvent confrontés à la situation dans laquelle leurs propres parents ont besoin de soins et dépendent de leur aide.

Contrôle des coûts dans les soins aux personnes âgées

La prise en charge et les soins prodigués à un nombre toujours croissant de parents

âgés constitueront un défi particulier pour le Tessin. L'évolution du nombre de personnes de 80 ans et plus, considéré comme un indicateur du nombre de personnes nécessitant des soins, le démontre. Une organisation complémentaire et holistique des soins infirmiers est nécessaire: les personnes qui ont besoin de soins légers doivent être traitées en ambulatoire à domicile ou dans des structures de jour, tandis que celles qui nécessitent des soins plus importants doivent être soignées en EMS. Le Tessin est relativement bien positionné à cet égard. Il a développé des institutions de soins à domicile organisées en régions sanitaires. Ce sont aussi principalement des pa-

tients demandant des soins importants qui sont logés en EMS. La proportion de résidents à domicile ne nécessitant pas plus d'une heure de soins par jour (et pouvant donc tendanciellement être traités en ambulatoire) n'était que de 13% en 2014, contre 30% en moyenne en Suisse.

Néanmoins, à mesure que la société vieillit, la pénurie de travailleurs qualifiés dans le secteur des soins infirmiers ne fera qu'empirer. Il faudra plus de souplesse pour recruter du personnel. En 2015, le canton du Tessin avait les exigences les plus strictes en ce qui concerne la proportion de personnel soignant ayant une formation supérieure (minimum de 28%). Seul le canton de Zurich exigeait une proportion comparable de 25%, alors que les autres cantons prescrivaient 20% ou moins (pour ceux qui imposent de telles exigences). Les contributions étatiques au financement des EMS sont en partie basées sur des critères liés à l'établissement plutôt qu'à la prestation. Ceux qui déclarent des coûts plus élevés reçoivent davantage de subventions. De tels arrangements fondés sur les coûts suppriment toute incitation à une prestation de services efficace: si le prestataire de services réduit ses coûts, l'aide financière du secteur public est réduite.

Pourquoi les chiffres du PIB ne racontent que la moitié de l'histoire

A première vue, la prospérité de la Suisse méridionale semble nettement supérieure à la moyenne. Un examen plus attentif révèle toutefois une réalité plus contrastée. Le revenu disponible des ménages tessinois est relativement faible.

Natanael Rother

Seuls six cantons affichent une valeur ajoutée par habitant supérieure à celle du Tessin. Cette valeur était bien au-dessus de 80 000 francs suisses selon les chiffres les plus récents (2014). C'est moins que Bâle-Ville (163 000 francs), qui occupe la première place, mais nettement plus que le canton voisin d'Uri (51 000 francs), dernier

du classement. L'évolution est elle aussi remarquable. Entre 2008 et 2014, l'économie tessinoise a progressé de près de 10% en termes réels. Seuls la Suisse orientale et la Suisse centrale (OFS 2017) ont connu des croissances similaires. Cependant, il serait erroné de tirer des conclusions sur la prospérité à partir de ces seuls chiffres.

Au Tessin, le PIB par habitant n'est pas un indicateur de prospérité approprié, étant

donné qu'environ 27% du marché du travail est constitué de travailleurs transfrontaliers (OFS 2016¹), qui transfèrent leurs revenus en Italie. Il est donc indispensable de considérer la création de valeur par heure travaillée. Le Tessin se situe dans le bas du classement des grandes régions (OFS 2014), avec 79 francs par heure. Et cet indicateur stagne: entre 2008 et 2014, la productivité n'a augmenté que de 0,5%. La Suisse orientale, bien qu'elle se situe à un niveau inférieur, a enregistré une croissance de la productivité multipliée par dix au cours de la même période. Outre la productivité, le taux d'activité au Tessin diffère de celui du reste de la Suisse. Malgré une tendance positive, il reste encore bien en deçà de la moyenne suisse.

des ménages entre 2007 et 2015, réparti en trois tranches de revenu (bas, moyen et élevé). Dans le premier décile, à savoir les bas revenus, une tendance légèrement négative a été enregistrée. La situation est différente pour les revenus moyens et élevés. Pour ces derniers, le Tessin arrive presque au niveau de croissance des revenus des autres régions de Suisse, voire le dépasse.

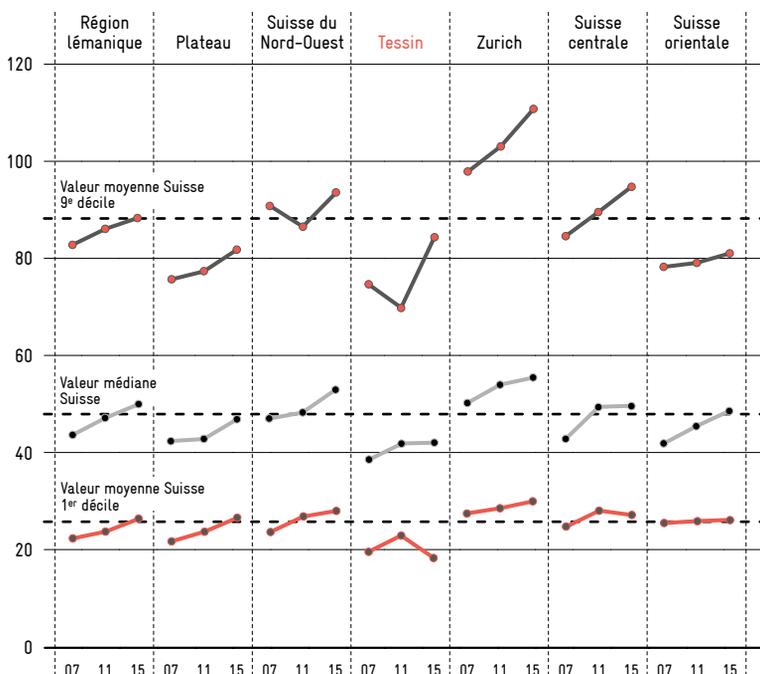
Toutefois, il ne faut pas surestimer les différences entre le Tessin et les autres régions. Des chercheurs de l'Université de Lugano ont calculé que les deux tiers des différences salariales entre le Tessin et Zurich s'expliquent également par des différences de prix. Ce qui conduit à un constat important: les revenus au Tessin sont inférieurs en termes réels à ceux d'autres régions du pays, mais pas autant que les statistiques publiques ne le laissent penser.

Moins d'argent dans le porte-monnaie ?

En conséquence, le revenu disponible des ménages tessinois est inférieur à celui d'autres régions suisses. La figure montre l'évolution du revenu

Les revenus augmentent pour la plupart (2007-2015)

Revenu disponible en milliers de francs



Sources: OFS, Office fédéral de la statistique (2017).
Propre représentation: données par rapport aux prix de 2005

1 <https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/travail-remuneration/activite-professionnelle-temps-travail.assetdetail.2005544.html>

Une histoire d'exportation mouvementée

Les exportations de marchandises du Tessin vers l'Italie, autrefois en plein essor, se sont effondrées massivement en 2008 et n'ont pas repris depuis lors. Mais, cela a aussi des aspects positifs: aujourd'hui, nous dépendons moins de l'Italie qu'il y a vingt ans. Les exportations pharmaceutiques sont les grandes gagnantes de ce profond changement structurel.

Patrik Schellenbauer

En 2016, le canton du Tessin a exporté pour 6,6 milliards de francs de marchandises à l'étranger. Cela représente un peu moins de 23% du PIB tessinois, estimé à 28,5 milliards de francs en 2016. Ce chiffre est faible par rapport à celui de la Suisse, dont les exportations de biens constituent 32% du PIB. Mais, il cache un développement mouvementé.

Boom grâce aux Bilatérales

Le Tessin a pu tripler la valeur de ses exportations de marchandises entre 1995 et 2008, avec une forte hausse en particulier dès 2002. Le canton a bénéficié des accords bilatéraux avec l'UE, qui sont entrés en vigueur à cette époque. L'accord sur les obstacles techniques au commerce a facilité les relations commerciales autrefois compliquées avec l'UE. Cela a particulièrement profité aux PME, pour qui les coûts fixes des entraves techniques au commerce (telles que l'évaluation de la conformité) sont importants. Aujourd'hui, 42% des PME tessinoises sont aussi des entreprises exportatrices. Certes, le franc,

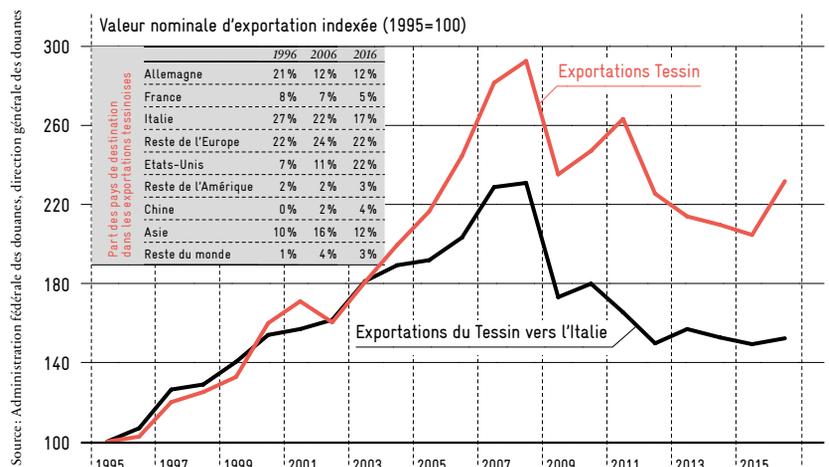
sous-évalué au milieu des années 2000, a lui aussi contribué à ce développement. En seulement dix ans, les exportations vers l'Italie ont doublé et celles pour le reste de l'Europe ont presque triplé. En outre, les Etats-Unis et l'Asie sont devenus des marchés d'exportation tessinois. Les consommateurs en ont aussi bénéficié car les importations en provenance d'Italie ont fortement augmenté.

Recul des activités commerciales en Italie dès 2009

Après le boom, la désillusion. La crise financière de la zone euro, la crise de la dette en Europe, l'appréciation du franc et la sclérose de l'Italie ont fait reculer les exportations tessinoises de 2009 à 2015. Les activités commerciales avec l'Italie se sont effondrées et ne se sont pas redressées depuis. Les relations commerciales avec les Etats-Unis ont cependant pu se développer et le Tessin exporte aujourd'hui deux fois plus vers l'UE qu'en 1995. Seules 17% des exportations sont désormais destinées à l'Italie, alors que 39% vont vers le reste de l'Europe et 22% aux Etats-Unis. La réduction de la dépendance vis-

Exportations tessinoises de biens (nominal) 1995–2016

Alors que les exportations suisses ont peu souffert de la crise financière, les exportations tessinoises ont nettement chuté entre 2008 et 2015. La principale raison est la diminution de l'activité d'exportation vers l'Italie, qui ne s'est pas encore redressée à ce jour. Par conséquent, l'importance de l'Italie dans la composition des exportations tessinoises a baissé.



à-vis de l'Italie devrait stabiliser les exportations tessinoises à l'avenir. En revanche, avec une part cumulée de 16% (2016), l'activité en Asie pourrait encore être consolidée.

Changement structurel en cours

Cette histoire turbulente a également modifié la composition des exportations par secteur. La crise et l'appréciation du franc ont surtout affecté les exportations de textiles et de vêtements, qui dépendent fortement de la situation conjoncturelle et sont sensibles au prix. Celles-ci représentaient encore 12% du

volume total en 2016 (18% en 1996). Les exportations de la branche MEM ont reculé pour les mêmes raisons, passant de 32% (1996) à 21% (2016). L'industrie pharmaceutique, qui réalise aujourd'hui 42% des exportations tessinoises, est la grande gagnante. En outre, les instruments de précision du secteur Medtech atteignent 10% des exportations. Ce succès est dû en grande partie à l'établissement du marché américain en tant que débouché. De plus, le petit cluster pharmaceutique tessinois est composé de plus de PME que celui de Bâle par exemple.

Régionalisme alla Ticinese

Dans le canton du Tessin s'est développé un régionalisme désormais fortement ancré dans la politique et l'identité des Tessinois – et qui va au-delà de «l'esprit cantonal» traditionnel des autres cantons. Depuis les années 1990, le régionalisme croissant a d'abord favorisé l'essor de la Lega.

Laura Calendo

La Suisse a-t-elle négligé le Tessin ces dernières années, l'a-t-elle-même totalement ignoré? Ce sentiment de ne pas être pris en compte ou compris par le reste de la Suisse, en particulier par la Berne fédérale, permet-il d'expliquer pourquoi un régionalisme politique s'est développé dans ce canton méridional ces 25 dernières années? Ce phénomène a débuté avec la création de la Lega dei Ticinesi en 1991, mais entre-temps, tous les autres partis tessinois se

sont également engagés sur la voie du régionalisme.

Le régionalisme politique du Tessin va bien au-delà des spécificités observées dans les autres cantons. Dans la «Repubblica e Cantone Ticino», sa dénomination officielle, la langue constitue le noyau de l'identité tessinoise en plus de la situation géographique. En outre, il existe de considérables différences intracantonales entre le Nord et le Sud. La forte identité régionale est particulièrement évidente par rapport au reste de la Suisse. Elle est presque analogue au Valais et à sa vision de

l'«Üsserschwiiz» (ce qui est hors du Valais).

La Lega, force principale

La croissance des partis de protestation régionaux observée dans de nombreuses régions d'Europe ces dernières années ainsi que la désaffection vis-à-vis des forces politiques traditionnelles se sont aussi étendues au Tessin – ce qui n'est pas surprenant. La création de la Lega dei Ticinesi en 1991 a coïncidé avec la période durant laquelle la Lega Nord, diffusant des contenus comparables en Italie voisine, a connu une forte croissance. Pour les questions économiques, la Lega dei Ticinesi défend souvent des thèmes sociaux de gauche, mais pour les questions de migration et de politique étrangère, elle défend des positions conservatrices de droite. Enfin, grâce à la propagande répétitive relative à la «grande distance de la Berne fédérale» vis-à-vis des problèmes réels ou supposés du Tessin, elle est parvenue à pousser l'UDC tessinoise dans un rôle d'outsider. A cet égard, il ne faut pas oublier le large éventail idéologique porté par les différents élus

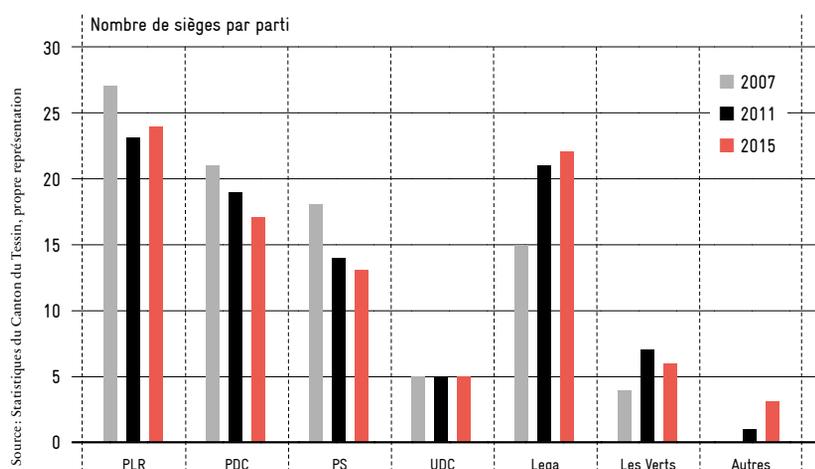
de la Lega. Entre 2007 et 2015, la Lega dei Ticinesi est le parti qui a remporté le plus grand nombre d'électeurs et sa part est passée de 12 à 21%. Contrairement à ses concurrents, la Lega se concentre exclusivement sur le Tessin; elle n'a pas de sections dans d'autres cantons.

Le PLR, force stable

Parmi les partis traditionnels, seul le PLR, qui connaît une reprise depuis 2011, parvient à se maintenir de façon relativement stable à un niveau élevé. L'une des raisons de ce succès libéral est la structure régionale du parti, bien qu'elle se présente de manière totalement différente de celle de la Lega. Au sein du canton, le PLR parle presque à deux voix: dans la partie nord du canton dominant les radicaux, sociaux et étatistes, tandis que dans la région de Lugano, les forces de l'économie de marché à droite du centre déterminent le destin des libéraux. Grâce à cette segmentation régionale, le PLR bénéficie aussi de la plus forte proportion d'électeurs. Au parlement cantonal, il dispose de 24 sièges, suivi de près par la Lega avec 22 sièges. En

Rapports de force des partis au Grand Conseil tessinois depuis 2007

Ces dernières années, la Lega dei Ticinesi est devenu l'un des partis qui compte le plus de députés au sein du Grand Conseil tessinois. Les autres partis ont, à plusieurs reprises depuis 2007, perdu des sièges au profit de la Lega. Seul le PLR a pu se stabiliser après ses pertes en 2011.



revanche, le PDC et le PS ont tous deux subi des pertes répétées ces dernières années.

Le PLR, parti ayant la plus forte base électorale, n'a jusqu'à présent pas souffert de ses différences politiques régionales et des désaccords publics inhérents entre les représentants du parti lors des élections législatives. Cependant, il a dû accepter des pertes au niveau de l'exécutif: la Lega possède deux sièges au Conseil d'Etat depuis 2011, contre un seul pour le PLR qui se retrouve donc théoriquement à force égale avec le PS et le PDC.

Peu d'inclination à la concurrence

Contrairement aux politiques cantonales des régions économiques transfrontalières de Suisse alémanique (Zurich-Bâle-Bade-Wurtemberg) et de Suisse romande (Genève-Haute-Savoie), l'avenir de la région économique transfrontalière du Tessin-Lombardie est discuté dans l'ensemble des partis politiques tessinois presque exclusivement sous l'angle régional tessinois; et non pas sous l'angle des perspectives économiques générales. Le Tessin suit d'un œil inquiet la situation économique de l'Italie, notamment son marché du travail, et craint que les défis régionaux soient mal compris par la Berne fédérale.

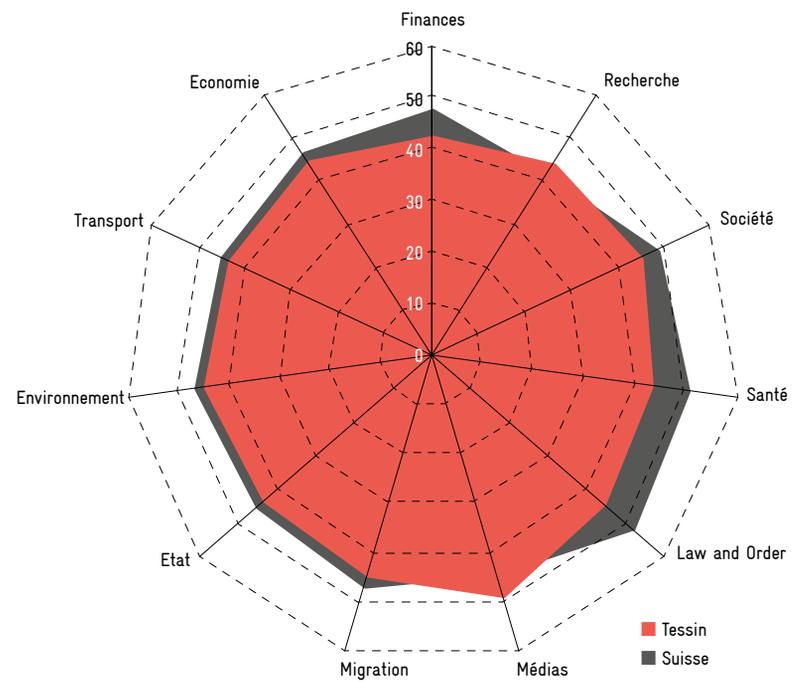
En conséquence, on s'attaque de plus en plus au problème des frontaliers avec des «solutions» sociopolitiques, à savoir une plus forte réglementation du marché du travail, au lieu d'une plus forte concurrence. Cette attention régionale accrue du Tessin se remarque non seulement dans ses efforts croissants de démarcation face à son principal partenaire économique, la Lombardie, mais aussi face à l'économie suisse alémanique. L'inscription obligatoire des entreprises de construction au registre de l'artisanat tessinois, pour lequel une nouvelle loi cantonale a été créée, en est un exemple emblématique.

De tels développements ne sont rien d'autre qu'un rapprochement rampant de tous les partis du champ politique tessinois vers les positions de la Lega. Le paysage médiatique tessinois contribue également de manière significative à cette focalisation régionale de la politique. La Lega sait particulièrement bien comment utiliser les médias car ses membres sont bien représentés dans les principales maisons d'édition.

Cette concentration particulière sur la région, caractéristique de la politique tessinoise, se reflète aussi dans le comportement électoral lors des votations fédérales.

Comparaison des profils de vote suisse et tessinois (2013–2017)

Le graphique montre les écarts dans les profils de vote de l'électorat tessinois par rapport à l'ensemble de la Suisse. Les valeurs se rapprochant de 0 doivent être interprétées comme conservatrices et celles se rapprochant de 100 comme libérales. Dans l'ensemble, le Tessin est plus conservateur que le reste de la Suisse pour la plupart des thèmes.



Source: OFS, propres calculs

«LEGAisation» du Tessin

La figure ci-dessus compare le comportement électoral du Tessin avec celui du reste de la Suisse pour les années 2013 à 2017 et pour les catégories suivantes: Economie, Finances, Law and Order, Migration, Environnement, Société, Recherche, Santé, Médias, Transport et Etat. Les résultats montrent que, sur les 45 votations fédérales examinées, l'électorat tessinois a un point de vue très différent du reste de la Suisse dans un tiers des votes (pour une analyse plus détaillée, cf. «La Suisse latine n'existe pas», p. 20–21). En ce

qui concerne le commerce extérieur et la politique migratoire, le peuple tessinois adopte à chaque fois une attitude de fermeture plus prononcée que la moyenne suisse, tandis que pour les questions sociopolitiques, l'expansion de l'influence de l'Etat y est bien plus soutenue que dans le reste de la Suisse. Cela dévoile une LEGAisation croissante de la population tessinoise.

La Suisse latine n'existe pas

M. Cassis, Tessinois élu au Conseil fédéral, a été concurrencé par des Romands mais aucun Suisse allemand. Implicitement, ceci revenait à reconnaître une forme d'équivalence de «latinité» alors même que pratiquer une langue autre que le dialecte alémanique ne suffit pas pour créer une identité commune.

Tibère Adler
Laura Sinner

Tessin et Suisse romande: trois décennies de votations divergentes

Europe, politique des étrangers, naturalisations: non, décidément, le Tessin ne vote pas comme la Suisse romande. Près de 30 votations

fédérales significatives depuis 1992 ont été comparées. Pour chaque votation sont présentés le résultat national, le vote du canton du Tessin et le vote de la «Suisse romande» (vote cumulé des six cantons majoritairement francophones GE, VD, VS, FR, NE, JU).

Les votations choisies ont été regroupées en deux thématiques larges, ayant trait à

la relation de la Suisse avec l'étranger: d'une part les questions européennes et internationales, d'autre part les questions d'identité, de citoyenneté (naturalisation) et de politique des étrangers.

Europe: le Tessin plus sceptique que la Suisse romande

Les votes présentés dans la figure ci-dessous sont révéla-

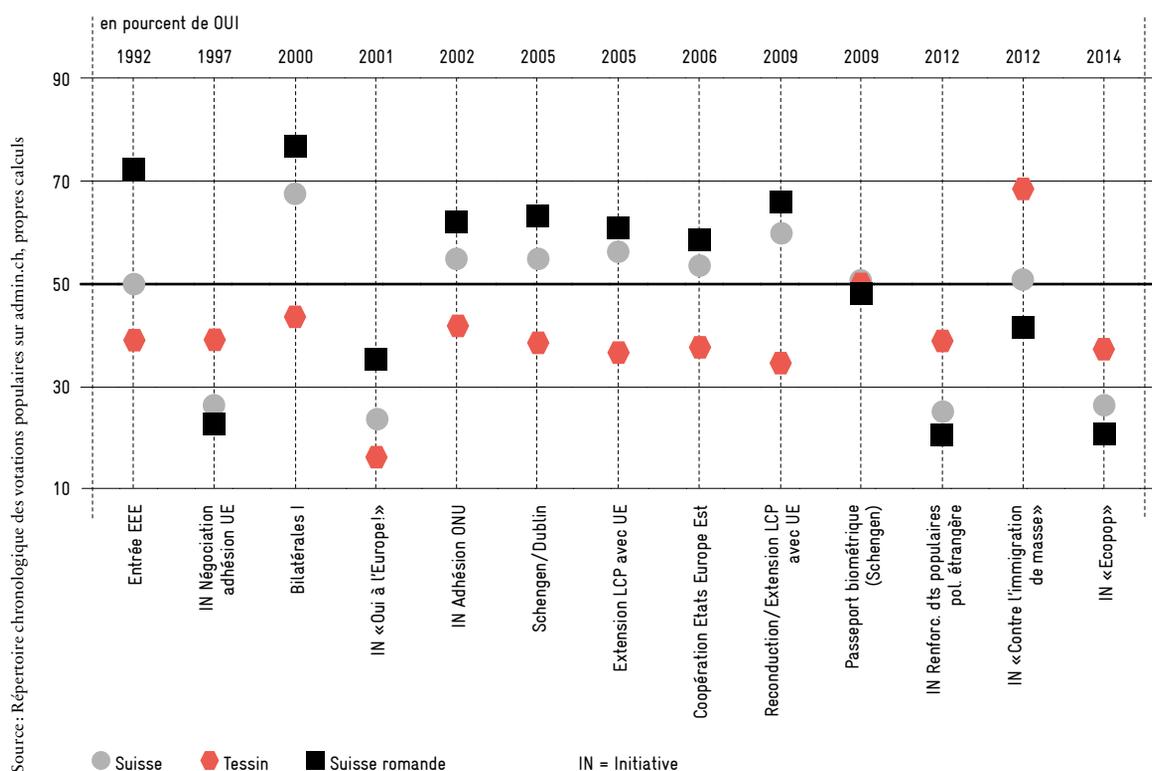
teurs d'une tendance répétée: par rapport au vote suisse, le Tessin se situe d'un côté de la barre («moins ouvert») et la Suisse romande de l'autre côté («plus ouvert»). Pas de trace de «vote latin» sur ces questions: la Suisse romande et le Tessin votent différemment. Le Tessin a même refusé l'adhésion de la Suisse à l'ONU en 2002.

Le clivage entre Suisse romande et Tessin sur les questions européennes est clair, marqué parfois par des différences spectaculaires de plus de 30 points de pourcentage d'écart. Le Tessin est systématiquement moins favorable que la moyenne suisse pour toutes les votations amorçant un rapprochement avec l'Union européenne (UE) ou concernant la libre circulation des personnes, alors que la Suisse romande est plus favorable que la moyenne nationale.

Certes, la Suisse romande elle-même n'est pas une entité homogène. Mais l'exercice de comparaison du «cumul romand» avec le Tessin reste pertinent: le résultat (positif ou négatif) de tous les cantons romands est toujours identique. Par exemple pour

Votations fédérales sur des questions internationales et européennes

Le graphique présente les votations sur des thèmes internationaux, y compris l'immigration liée au marché du travail (libre circulation des personnes, quotas, contingents). La Suisse romande vote systématiquement plus positivement que la Suisse alors que l'inverse est vrai pour le Tessin.



Source: Répertoire chronologique des votations populaires sur admin.ch, propres calculs

l'EEE en 1992: les six cantons y étaient tous favorables (VS seulement à 55,8% et NE à 80%) alors que le Tessin l'a rejeté. Pas de parallèles de votes non plus entre le Tessin et Genève, deux cantons pourtant unis par des caractéristiques communes: une longue frontière avec un pays voisin, un nombre élevé de frontaliers, et pendant plusieurs années, un taux de chômage plus élevé que la moyenne suisse.

Quand les Tessinois votaient comme les Romands...

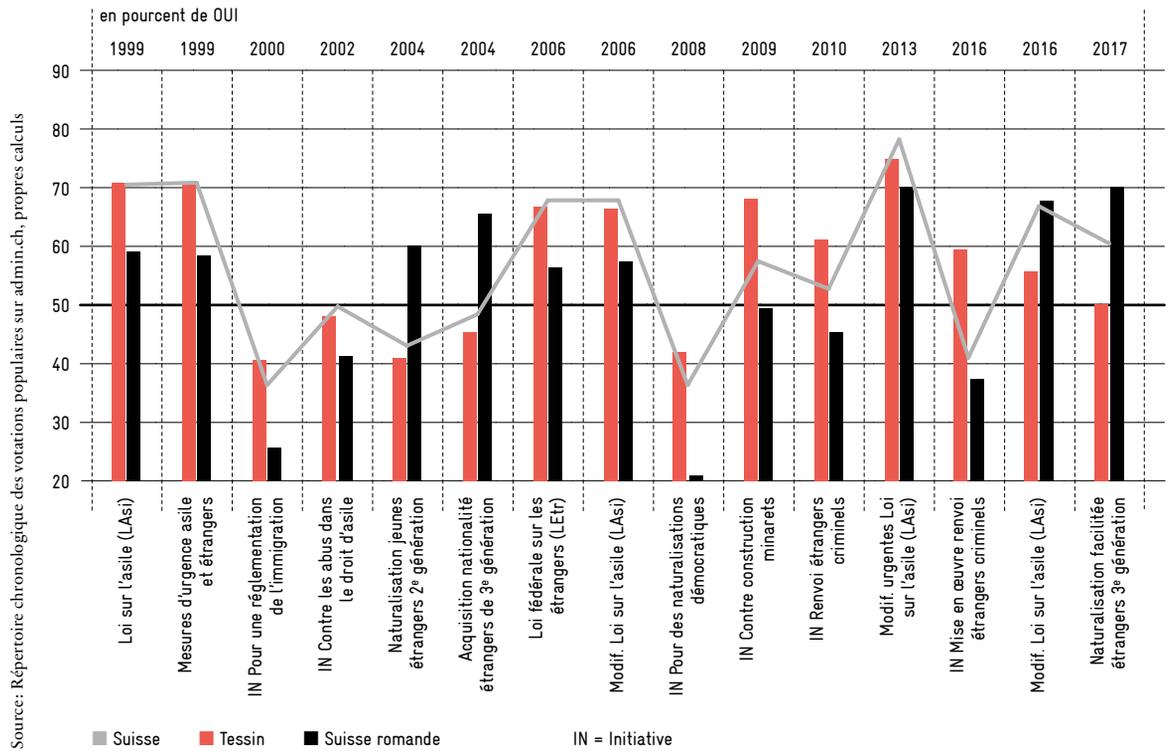
Cet écart de tendance entre cantons romands et Tessin n'a pas toujours existé. En 1970, à une majorité de 63,7%, le Tessin avait été le canton le plus fermement opposé à la première initiative Schwarzenbach «contre la surpopulation étrangère», bien plus que la moyenne romande (non à 60,9%, malgré l'acceptation de FR à 50,3%) ou que le résultat national (non à 54%).

Total contraste plus de quarante ans plus tard: en 2014, le Tessin votait massivement à 68,3% en faveur de l'initiative acceptée «contre l'immigration de masse», entraînant avec lui une courte majorité nationale (50,3%). Sur ce même objet, les cantons romands votaient tous non à l'initiative, avec une moyenne de 58,5% pour le non.

Entre-temps, la nature de l'immigration a changé. A l'époque Schwarzenbach, le statut de saisonnier existait encore, et l'immigration euro-

Votations fédérales à caractère identitaire et politique des étrangers

Il y a de fortes divergences entre Tessin (plus «sévère») et Suisse romande (plus «tolérante») dans les votes portant sur l'asile, la naturalisation, le renvoi des étrangers criminels ou l'interdiction des minarets.



péenne (et italienne) concernait avant tout les domaines de la construction, de l'hôtellerie ou de l'industrie. Depuis, le nombre de frontaliers a augmenté et la libre circulation des personnes a attiré une immigration européenne plus qualifiée, avec des compétences supérieures, principalement active dans le secteur des services.

Votations à caractère identitaire (nationalité, asile, expulsion des étrangers criminels)
Les tendances sont moins claires pour ces catégories de votes, mais quelques constats sont parlants (cf. figure ci-dessus).

Le Tessin est moins enclin que la moyenne suisse à faciliter les naturalisations, alors

que la Suisse romande y est clairement favorable (surtout NE). A relever que le Tessin n'accorde pas de droits politiques aux étrangers au plan communal ou cantonal, contrairement à tous les cantons romands (sauf VS).

En matière de limitation au droit d'asile, le Tessin vote restrictivement, quasiment aligné sur le vote national, alors que la Suisse romande est plus «permissive».

Les initiatives sur l'expulsion des étrangers criminels (2010 et 2016) ont été fortement soutenues au Tessin. En cumul, les six cantons romands avaient rejeté ces deux initiatives, à l'exception du Valais qui avait accepté la première.

Conclusions

Les explications à ces différences manifestes entre votes tessinois et romands sont nombreuses (pour plus de détails, cf. «Régionalisme alla Ticinese», p. 18): centre de l'agglomération à l'étranger (Milan, et non Lugano, contrairement à Genève ou Bâle); différence de niveau de vie plus élevée entre la Suisse et l'Italie qu'avec la France ou l'Allemagne, politique cantonale (Lega).

Malgré les apparences de la «solidarité latine» et en dépit des similarités (en particulier entre le Tessin et Genève), la Suisse romande et le Tessin sont des «faux amis» politiques sur de nombreux sujets-clefs. La Suisse latine n'existe politiquement pas.

«Brain Drain» et «Brain Gain» se complètent

De nombreux jeunes Tessinois cherchent leur bonheur dans une autre partie du pays. Le Tessin risque ainsi de perdre son capital humain. Ces craintes sont compréhensibles, mais exagérées. La migration en provenance de l'étranger compense largement la migration interne, avec un rôle central joué par les hautes écoles.

Matthias Ammann
Jennifer Langenegger
Fabian Schnell

«Les jeunes quittent le Tessin». Cette crainte semble étayée par les chiffres de la migration interne. Les cohortes d'âge de moins de 44 ans présentent toutes un solde net d'émigration significatif (cf. figure). Les raisons de cet état de fait sont variées. La taille limitée du Tessin comme espace économique et lieu de travail joue un rôle important. Par conséquent, certains secteurs économiques

sont moins bien représentés que d'autres, ce qui favorise les départs hors du canton en fonction des intérêts professionnels et des compétences. Les niveaux de salaire plus élevés dans d'autres régions de Suisse ont également un impact.

Il est frappant de constater que le canton occupe le troisième rang des cantons suisses pour le taux de maturité gymnasiale, avec 27%. Bien que le Tessin possède sa propre université avec l'USI (Università della Svizzera italiana), de nombreux diplômés du secondaire partent étudier dans un

autre canton, où ils finissent souvent par rester. Cela tient notamment au fait que l'USI s'est spécialisée dans cinq domaines (architecture, économie, communication, informatique et biomédecine). La SUPSI (Scuola universitaria professionale della Svizzera italiana) connaît une situation similaire: au Tessin, le taux de maturité professionnelle est supérieur à la moyenne nationale (21%), mais la SUPSI n'offre pas toutes les matières.

Compensation par l'immigration
Même si cette «fuite des cerveaux» réduit la base de ressources et conduit à des débats politiques, elle ne reflète qu'un côté de la médaille. L'immigration nette au Tessin est positive grâce aux nouveaux arrivants venus de l'étranger (mais aussi aux frontaliers) et l'émigration interne est *de facto* plus que compensée, même s'il est vrai qu'il s'agit de personnel qualifié. La forte proportion d'étudiantes et d'étudiants étrangers à l'USI est également frappante. Bien que les étudiants sans formation antérieure en Suisse paient des frais de scolarité deux fois plus élevés et contribuent

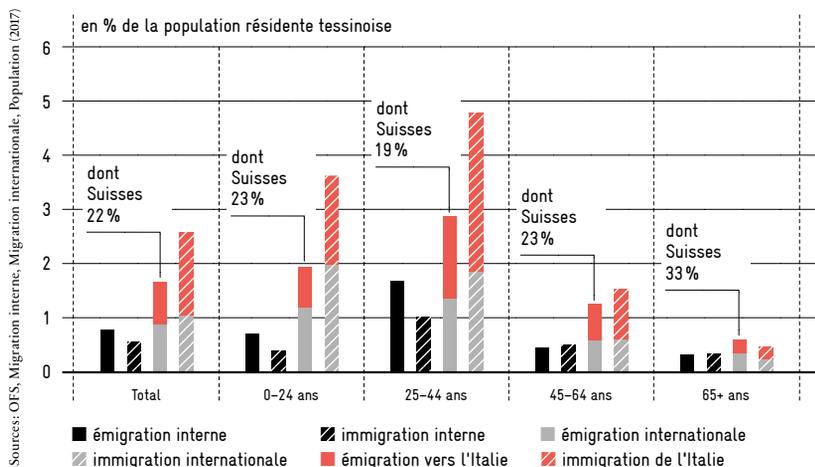
ainsi largement aux frais fixes, la proportion d'étudiants étrangers est de 62%, un record (à 25%, elle est également élevée pour la SUPSI).

Importation de talents, exportation de formation

La région du Tessin bénéficie de sa proximité avec Milan et des déficits du système d'enseignement supérieur italien. Ces facteurs permettent aux hautes écoles tessinoises d'imposer des frais de scolarité relativement élevés. Dans les faits, ces dernières exportent avec succès leurs programmes d'études; en cela, le Tessin bénéficie tout de même de la présence des diplômés étrangers. Dans ce contexte, les hautes écoles devraient se demander s'il ne faudrait pas assouplir les conditions financières dans certains cas exceptionnels pour les meilleurs talents étrangers. Le «brain gain» en faveur du Tessin pourrait ainsi être encore optimisé.

Compensation de l'émigration interne par l'immigration internationale

Le solde de la migration interne est négatif pour le Tessin, en particulier parmi les cohortes d'âge les plus jeunes. Toutefois, cette perte est compensée par une forte immigration internationale. Le canton compte beaucoup plus de nouveaux arrivants que d'émigrants. Les Tessinois ne représentent qu'une faible proportion des émigrants vers l'étranger.



Saisir les opportunités

Les Tessinois ont de bonnes raisons de voir l'avenir avec optimisme: des liaisons plus rapides avec les transports publics, des secteurs industriels innovants et une jeunesse avide de formation. En politique, l'importance des frontières ouvertes devrait toutefois être revalorisée, et les faibles revenus des ménages pourraient être améliorés par des incitations fiscales et à l'emploi.

Peter Grünenfelder
 Marco Salvi
 Patrik Schellenbauer

L'analyse du Tessin en tant que place économique révèle principalement une chose: la perception unilatérale au nord des Alpes. Depuis l'extérieur, le Tessin est souvent considéré comme structurellement faible. On pense notamment à la crise de la place bancaire de Lugano, à la faiblesse chronique du tourisme, à l'émigration et à la fuite des cerveaux. Les tendances populistes et la démarcation croissante par rapport à l'Italie et à l'UE semblent être un écho politique de ces évolutions: le Tessin vote régulièrement de manière plus critique à l'égard de l'Europe que la Suisse romande, et même plus que la Suisse centrale et orientale, réputée conservatrice.

Mais ce préjugé masque les avantages et les changements positifs que le Tessin a connus ces dernières années. Au niveau macroéconomique, le canton évolue vers une économie plus robuste. En ouvrant de nouveaux marchés d'ex-

portation (Europe occidentale, Etats-Unis, Asie) et en diversifiant les branches d'activité, il a pu réduire sa dépendance unilatérale vis-à-vis de l'Italie du Nord et diminuer sa vulnérabilité aux fluctuations des taux de change. Par ailleurs, l'industrie pharmaceutique et médicale ainsi que les services aux entreprises ont connu une croissance significative. Ces deux stratégies permettront de stabiliser l'économie régionale à l'avenir. En conséquence, le portefeuille économique tessinois est plus diversifié que celui de la Suisse dans son ensemble et les PME donnent le ton au sein des secteurs économiques. Le Tessin n'est donc pas dépendant de grandes entreprises individuelles.

Lieu de travail attractif

De même, l'exode de connaissances et de compétences ne correspond pas à la réalité. Certes, le Tessin perd une partie de ses habitants par migration interne à l'intérieur de la Suisse. Toutefois, cette perte est plus que compensée par les arrivées en provenance de l'étranger. Au sein de cette nouvelle main-d'œuvre, il y a de plus en plus de travail-

leurs hautement qualifiés. Le Tessin est donc une région attractive pour le travail, y compris à l'international. Le taux de chômage (tel que défini par le SECO) au Tessin, longtemps largement supérieur à la moyenne suisse, est aujourd'hui inférieur à celui des cantons francophones; et cela, malgré une forte immigration et une hausse encore plus forte des frontaliers. Cependant, le taux de chômage mesuré selon la méthode du BIT (incluant tous les demandeurs d'emploi) est encore plus élevé au Tessin, probablement en raison de la crise profonde de 2008–2010.

Les jeunes Tessinois et Tessinoises se distinguent par un engouement positif pour la formation, comme en témoigne le taux élevé de maturité combiné (gymnasiale et professionnelle). L'Università della Svizzera italiana est un bon exemple d'université innovante en Suisse et illustre à quoi ressemble une stratégie d'exportation de formation réussie: elle forme à 60% des étrangers, et ce à des coûts largement couverts. Cependant, le défi reste de retenir un plus grand nombre de diplômés dans le canton une fois leurs

études terminées. La forte demande de frontaliers et d'immigrés en provenance d'Italie est un signe visible de la forte attractivité du Tessin, mais elle est instrumentalisée politiquement.

Contradiction entre ouverture et démarcation

Les problèmes concernent particulièrement la place financière. Les services financiers transfrontaliers à destination de l'Italie sont devenus extrêmement difficiles, car le voisin du Sud poursuit de plus en plus une politique protectionniste qui remet aussi en question la libre prestation passive de services. A l'avenir, un investisseur de Cernobbio sera probablement conseillé de Rome plutôt que de Chiasso. La place financière tessinoise risque de tomber au-dessous de la taille critique. Dans ce contexte, il n'est pas convaincant de vouloir renforcer encore plus de nouvelles lignes de démarcation politiques, contrairement aux réalités économiques, alors que les régions du sud de la Suisse et du nord de l'Italie sont interdépendantes. Le canton est pris au piège de la contradiction:

il bénéficie de l'ouverture – grâce à la libre circulation, il attire des entreprises et des personnes – mais il envoie de plus en plus de signes de repli au niveau politique.

Le franc fort a pesé sur les branches offrant des produits sensibles aux prix, telles que l'industrie des machines. Le secteur du textile et de l'habillement est également devenu moins important, mais se démarque dans certains créneaux de qualité. La faiblesse de l'industrie du tourisme est plus structurelle à long terme que monétaire. Toutefois, il s'agit plutôt d'un problème régional car la part de la valeur ajoutée dans l'économie tessinoise est faible.

Les revenus comparativement bas des ménages tessinois résultent essentiellement de trois facteurs: le faible taux d'emploi, la faible proportion de la population active et une productivité légèrement inférieure à la moyenne.

Congestion du trafic: aussi un problème-maison

Sur le plan des infrastructures, le Tessin souffre d'un étalement urbain progressif, en particulier dans les plaines

du Mendrisiotto et de Magadino. Cela augmente les coûts d'infrastructure et provoque des embouteillages réguliers. Ces bouchons ne sont donc pas exclusivement dus au nombre croissant de frontaliers. Les zones structurellement faibles comprennent non seulement la zone de montagne, mais aussi la région de Locarno qui a pris du retard. L'ouverture du tunnel ferroviaire du Ceneri offre une double opportunité. D'une part, le développement ultérieur de l'habitat pourra s'appuyer sur cette infrastructure moderne de transports publics; d'autre part, le Sopraceneri, structurellement plus faible, sera mieux relié aux parties méridionales du canton. La région de Locarno bénéficiera elle aussi d'une desserte plus efficace par les transports publics.

L'accès au marché est décisif

En tant qu'îlot suisse dans l'espace italoophone et avec une place financière encore importante, le canton a tout intérêt à avoir un accès stable au marché européen. Il devrait donc soutenir sans équivoque un accord sur les

services financiers avec l'UE. Cela ne résoudrait pas tous les problèmes liés aux services financiers transfrontaliers, mais limiterait clairement les tendances protectionnistes de l'Italie. L'accord-cadre requis à cette fin constituerait un autre avantage, car il permettrait de mieux protéger certains droits, au besoin en justice. Pour l'avenir, il s'agirait également d'une stratégie d'assurance pour les services aux entreprises, toujours plus demandés. Si l'UE devait les réglementer plus étroitement (par exemple en matière d'audit), l'accès au marché serait garanti, du moins dans ce domaine.

Accent sur la productivité

Une double stratégie est nécessaire pour améliorer les revenus des ménages. D'une part, la participation au marché du travail doit être augmentée par des incitations fiscales, par exemple des possibilités plus étendues de déduction pour les frais de garde des enfants ou pour un deuxième revenu au sein d'un ménage. D'autre part, le niveau de productivité devrait être augmenté. Pour y

parvenir, les changements structurels en cours doivent aller de l'avant et les «clusters» industriels existants doivent être élargis. De cette façon, il serait possible de garder plus de diplômés de l'Université de la Suisse italienne dans le canton. Une opportunité spéciale est offerte dans l'informatique de pointe. Avec l'Institut IDSIA, le Tessin dispose de l'un des cinq principaux centres mondiaux d'intelligence artificielle et de réseaux neuronaux. Conjointement avec le Centre suisse de calcul scientifique (CSCS), le Tessin dispose des meilleures conditions pour créer un cluster d'entreprises et de start-up de haute technologie. Bien que la part de 3% de la valeur ajoutée des TIC reste modeste, les taux de croissance sont optimistes.

Le renforcement des frontières et le régionalisme politique n'aideront pas le Tessin à progresser; au contraire, ils ne feront qu'exacerber les problèmes. La priorité devrait être de saisir résolument les opportunités qui se présentent.

I M P R E S S U M

EDITEUR *Avenir Suisse* **PARUTION** 2 fois par an **CONTRIBUTIONS** *Tibère Adler, Matthias Ammann, Laura Calendo, Jérôme Cosandey, Peter Grünenfelder, Daniel Müller-Jentsch, Jennifer Langenegger, Verena Parzer-Epp, Natanael Rother, Marco Salvi, Jakob Schaad, Patrik Schellenbauer, Fabian Schnell, Laura Sinner, Urs Steiner* **REDACTION** *Verena Parzer-Epp, Urs Steiner, Lukas Rübli* **CORRECTION** *Nicole Pomezny, Laura Sinner* **TRADUCTION EN FRANÇAIS** *Tibère Adler, Nicole Pomezny, Laura Sinner* **TRADUCTION EN ITALIEN** *Lorena Mombelli, Slait GmbH* **CONCEPTION ET MISE EN PAGE** *Carmen Sopi* **GRAPHIQUES** *Rabel Hediger* **PHOTOS** *Cover (Piazza Alessandro Manzoni, Lugano, © Rabel Hediger), Editorial Peter Grünenfelder (© Mario Heller), Vue d'ensemble (Santa Maria degli Angioli devant le centre culturel LAC à Lugano, © Rabel Hediger), Interview Ignazio Cassis (Keystone, © Gaëtan Bally)* **TIRAGE TOTAL** 6500 exemplaires **IMPRESSION** *Staffel Medien AG, www.staffelmedien.ch* **TELECHARGEMENT ET ABONNEMENT** www.avenir-suisse.ch/fr/avenir-special/ *(La reproduction, même partielle, est autorisée avec mention de la source «Avenir Suisse»)* **COMMANDE** info@avenir-suisse.ch